REMIERE ANNEE—No. 86 MONTREAL, MERCREDI, 20 AVRIL, 1910 UN SOU LE NUMERO

ABONNEMENTS :

Edition Quotidienne :

Canada et Etats-Unis $3.00
Union Postale $6.00

Edition Hebdomadaire :

Canada $1.00
Etats-Unis et Union Postale $1.50

LE DEVOIR

Directeur : HENRI BOURASSA.

Rédaction et Administration :
71A RUE SAINT-JACQUES
MONTREAL

TELEPHONE :
REDACTION : Main 7460
ADMINISTRATION : Main 7

FAIS CE QUE DOIS !

EN MARGE DU DEBAT

Notes d'un Spectateur

Québec, le 19 avril, 1910.

On nous avait promis pour ce matin la discussion, devant la commission des bills privés, des projets d'amendements à la charte de Montréal; mais cette discussion, avec le conflit qu'elle entraînera sur les attributions respectives de la commission exécutive et du conseil municipal, est remise à jeudi et ne sera probablement pas reprise avant la semaine prochaine.

Ces jours-ci, nos honorables ont suffisamment de besogne sur la planche. Demain, ils en reviendront à la question des tramways souterrains et ceci occupera probablement pour une couple de jours, et les députés et les représentants de la ville de Montréal. La bataille sera fort rude, car les grandes compagnies ont en jeu des intérêts très considérables et elles n'épargneront rien pour les sauvegarder.

Nous sommes du reste en plein coeur de la session, et il se fait de la besogne à la Chambre. Mais il reste énormément de travail à faire.

Le gouvernement vient à peine d'entamer son programme législatif, le budget — grande source d'investigation et de discussion — est virtuellement intact, les projets de loi d'ordre privé qui soulèveront les plus vifs débats — tels les projets concurrents du conseil municipal de Montréal et de l'Association des Citoyens — ont à peine subi leur première lecture, et l'on n'a pas encore dit un mot de deux ou trois importantes questions que tout le monde sent grosses de coups et taloches, telles l'affaire Prévost-Kelly, l'affaire Dussault-Turgeon.

Or il est certain que ces deux affaires notamment provoqueront des discussions passionnées, et l'affaire Prévost-Kelly peut donner lieu à toute une série de débats et peut-être à une enquête générale sur l'administration des terres publiques.

Et il faut toujours compter avec l'imprévu. Nul ne sait par exemple ce que M. Langlois prépare pour répandre ses idées et, par la même occasion, embarrasser ses bons amis du gouvernement. Les fidèles sont scandalisés du peu de douleur avec lequel l'ex-directeur du "Canada" regarde "attrapper" ces messieurs du cabinet.

On me dit que le spectacle était particulièrement amusant l'autre jour, pendant le débat sur le budget. Au fur et à mesure que M. Bourassa, documents publiés en main, démantibulait la comptabilité officielle, on voyait la figure du député de Saint-Louis s'irradier et son chapeau rabattu sur les yeux ne suffisait point à dissimuler son plaisir.

Il n'est même pas sûr qu'il éprouve un chagrin notable à voir l'opposition promener la lanterne sur les relations extrêmement amicales de son ex-journal et du "Journal d'Agriculture".

* * *

En attendant, la Chambre s'occupe de beurre et de fromage. Elle a passé toute l'après-midi à discuter le projet de loi de M. Caron sur l'ouverture et la tenue des fabriques de beurre et de fromage.

Chose curieuse et un peu amusante, on a pu voir conservateurs et nationalistes attaquer le projet au nom de la liberté, tandis que les libéraux déclaraient que de la liberté il ne faut pas abuser.

Au fond, tout le monde est d'accord sur le but à atteindre, tout le monde reconnait qu'il faut travailler à l'amélioration de nos produits laitiers. Toute la discussion porte sur les méthodes à adopter.

L'opposition craint qu'on ne mette aux mains du gouvernement une arme très dangereuse et que la loi n'atteigne pas son but. M. Tellier estime que l'inspection devrait porter sur le produit, pour être véritablement efficace et respecter le principe de la liberté du commerce. M. Bourassa croit qu'elle n'atteindra pas la source du mal, qui est la trop grande multiplication du nombre des fabriques.

Mais la majorité ministérielle a la force et le gouvernement tient à son projet. Cela veut dire qu'il deviendra loi.

* * *

La raison du plus fort est toujours la meilleure, et les héritiers mâles de Patrick Maher, viennent d'éprouver une fois de plus la vérité de ce cruel adage.

Nos lecteurs connaissent le cas dans ses grandes lignes. Je l'ai exposé dans un article spécial. Les filles de Maher demandaient au parlement de décréter que leurs frères n'ont aucun titre quelconque à un immeuble qui fut jadis donné à leur père. Sur le droit exclusif des filles, il y a au moins un doute: les pétitionnaires le concèdent dans le projet de loi même et allèguent qu'à raison de ce doute, elles n'ont pu accepter les offres avantageuses qu'elles ont reçues pour cet immeuble. Du reste, si M. Gouin est convaincu du droit exclusif des filles, M. Tellier, dont personne ne contesse la haute valeur professionnelle, qui n'a certainement pas de supérieur à la Chambre comme légiste, est également convaincu du droit des garçons.

L'opposition disait donc, en face de ce doute: Que les intéressés aillent faire décider cette question par les tribunaux! Les députés ministériels ne l'ont pas voulu, ils ont préféré régler eux-mêmes le cas et départager les juristes.

Nous avons dit déjà ce que nous pensions de cette manoeuvre, à quel point elle menace les intérêts et la sécurité des citoyens, nous n'y reviendrons pas. Mais il peut être utile de signaler la révolution qui est en train de s'accomplir dans nos moeurs parlementaires.

La législation privée est censée être libre, c'est-à-dire que le gouvernement s'en désintéresse, et que les députés votent en dehors de toute préoccupation politique. Nous sommes loin de là.

A l'heure actuelle et dans la majorité des cas, la législation privée est devenue chose de parti, au point que les intéressés n'osent plus confier leur cause à des députés ou à des avocats qui ne sont pas "persona grata" auprès du pouvoir.

Et les députés ministériels s'habituent tellement à considérer qu'il faut faire bloc, même sur les questions de législation privée, qu'on a pu en entendre un traiter de ... sanglier, avec accompagnement d'une épithète... maudite, l'un de ses collègues qui osait voter avec M. Tellier sur une question absolument indifférente à la politique.

Et le parti ministériel est en train de contrôler toute la législation privée, sans prendre de responsabilité comme parti.

* * *

On s'intéresse beaucoup à la délégation des sociétés antialcooliques qui est attendue ici jeudi matin. Les partisans de la tempérance peuvent être assurés que leurs adversaires n'épargneront rien pour nullifier leur effort.

Qu'ils agissent en conséquence!

* * *

Et les avocats qui rêvent de revêtir l'hermine peuvent donner libre cours à leur imagination.

On vient de créer trois nouveaux postes de juge à la Cour de Circuit de Montréal.

Le gouvernement osera-t-il nommer à ces fonctions nouvelles un avocat qui ne porte point l'étiquette ministérielle?

OMER HEROUX.

Saint - Eustache

Le désastre qui vient de ravager mon village, s'il a semé chez ses habitants si durement éprouvés, la tristesse et la désolation, il a fait naître partout un vif courant de sympathie chez tous ceux qui connaissent ce joli coin de verdure et de fraicheur, chez ceux qui l'ont habité ou sont nés dans ce pays qu'illustrèrent d'héroïque façon, Chénier et ses braves compagnons d'armes, en 1837.

Le feu a ravagé tout "le haut du village" comme les amoureux se plaisent à désigner cette partie ombragée de la côte du "petit moulin"—où l'incendie prit naissance—jusqu'à la propriété de feu le juge Champagne, qui domine partiellement le village, aux quatre fourches du chemin qui, de là, court à travers une campagne riche et bien cultivée.

C'est là, du reste, que les flammes arrêtèrent leur course folle et dévastatrice.

Près de $40,000 en fumée, peu d'assurances, beaucoup de privations de toute sorte en perspective.

Et dire que ce désastre aurait été évité si seulement, les têtes dirigeantes de l'endroit avaient voulu mieux s'entendre, et si, il y a déjà près de deux ans, le conseil avait accepté tout un plan d'aqueduc, avec système de bornes-fontaines, que des hommes consciencieux et compétents en la matière lui avaient suggéré.

Si j'ai bonne mémoire, il s'agissait d'une dépense globale d'environ $30,000 et il faut ajouter qu'il était mentionné dans les plans et devis que l'installation de l'aqueduc non seulement fournissait un système efficace de protection contre les incendies, mais de plus pourvoyait à l'éclairage électrique de la corporation et des contribuables.

Pour des raisons que je n'exposerai pas ici, mais que tout S.-Eustache se rappelle encore, quelques gros bonnets mirent si bien des bâtons dans les roues, que l'entreprise fut abandonnée par le maire d'alors et que les plans et devis, couverts de poussière, gisent dans les voûtes de l'hon. Hector Champagne, secrétaire de la municipalité dans le temps.

Et comme le disait si bien le chef Tremblay, si le vent eût soufflé sur la partie du bas du village, c'en était fait de l'église, du presbytère, du couvent, de la partie résidentielle, de tout S.-Eustache enfin.

Mais l'église détruite, c'est toute une époque glorieuse qui s'efface. Elle est si belle avec ses cicatrices, sa façade aux pierres brisées par les boulets anglais, avec l'un de ses clochers, veuf de carillons, qui toujours silencieux, ne veut pas réveiller, semble-t-il, l'ombre des héros qui sont morts à ses pieds, pour la défense de leurs foyers.

Mais ma vieille église, c'est tout un poème vécu, c'est un souvenir immortel dans l'âme de ceux qui ont reçu le baptême sur ses modestes fonds baptismaux.

Puis, c'est le presbytère, le couvent—puis c'est le foyer des vieux, de ceux qui l'on aimé tant et que l'on n'oublie plus.

Et malgré moi, je revois la grande place, devant l'église, la petite boite du crieur, la foule pieuse qui revient de la messe chaque dimanche, et cette autre plus grouillante qui, massée sur le gazon, a acclamé tour-à-tour les sommités du monde politique canadien, les Mercier, les Chapleau, les Laurier et tant d'autres, aujourd'hui disparus, mais dont le nom n'est pas inscrit que sur le granit du monument funèbre, que le petit cimetière du village garde silencieusement.

Il faut connaitre S.-Eustache, il faut avoir vécu au milieu des souvenirs réconfortants qu'évoquent ces monuments, les légendes de ses campagnes pour comprendre combien il mérite d'être protégé contre l'incendie, puis contre le temps qui désagrège tout.

Je connais trop ces descendants de patriotes pour leur dire: "sursum corda."

Ils ne sont pas de ceux que des mots consolent, et ils ont assez de coeur dans la poitrine pour supporter l'adversité.

Déjà, un comite de secours est organisé.

Demain, des cendres encore tièdes, des maisonnettes coquettes, aux pièces remplies de fleurs et de soleil surgiront.

Les riches aideront les moins favorisés de la fortune et dans quelques mois, quand les couples amoureux monteront à la veillée "le haut du village", ils entendront de nouveau, les mères bercer et endormir leurs enfants aux refrains des chansons de chez nous.

TANCREDE MARSIL.

Petites Nouvelles Canadiennes

MAIRE DE HALIFAX.

Halifax, 20. — Joseph A. Chisholm, C.R., a été hier, élu par acclamation, maire de Halifax.

OFFRES GENEREUSES.

Winnipeg, 20. — Les agents d'immeubles ont offert de contribuer $150,000, pour l'exposition universelle de Winnipeg en 1914.

LES ELECTIONS AU MANITOBA.

Winnipeg, 20. — Le premier ministre Roblin a nié emphatiquement que les élections auraient lieu en juin. Il dit que la question n'a pas été discutée et qu'il n'y a même pas eu de réunion du cabinet depuis son retour du Sud.

FACTEUR MALMENE.

Ottawa, 20. — Henry Schoenherr, un facteur demeurant rue Creighton, a été brutalement assailli lundi soir, comme il revenait chez lui. Il a eu la mâchoire fracturée et on l'a transporté à l'hôpital S.-Luc pour le faire panser.

ENCORE UNE GREVE.

Victoria, C.A., 2. — Les dépêches reçues de Greenwood, nous apprennent que les mineurs se sont mis en grève parce que le "British Columbia Copper Mining Company" persistait à employer des ouvriers ne faisant pas partie de l'union. Les mines Greenwood, Smelter et Mother Lade ont suspendu leurs travaux.

POUR UN COUP DE COUTEAU.

Ottawa, 20. — James Bélanger, un italien, qui a frappé un de ses compatriotes d'un coup de couteau, parce que ce dernier lui devait une somme de $2 a été condamné hier, par le juge O'Keefe, à neuf mois d'emprisonnement.

J. H. FRANK EST ELU.

S.-Jean, N.-B., 20. — L'échevin J. H. Frank, a été élu maire par une majorité de 2,382. Son adversaire, Douglas McArcher, n'a obtenu que 997 votes. Deux des trois échevins sortant de charge ont été élus: l'échevin Potts a obtenu 2,835 votes et l'échevin Kelly, 2,856. Les deux nouveaux élus sont J. V. Pussell avec 2,655 votes et R. A. Wigmore avec 2,599.

Le vote dans les quartiers Stanley et Sydney a été écrasant en faveur des anti-prohibitionnistes. Campbelton et Dalhousie, deux villes de Restigouche qui jusqu'ici accordaient des licences, ont voté en faveur de la prohibition.

FEU ET PANIQUE.

Toronto, 20. — Environ 200 personnes ont failli périr dans un incendie qui s'est déclaré hier, dans la bâtisse de la compagnie manufacturière de harnais Adams Bros. Le feu a originé dans une machine qui ramasse les pièces d'étoffes qui servent à faire les couvertures de chevaux. Cette machine occupe le dernier étage de la bâtisse qui ne possède qu'un seul escalier en forme de vis et dans lequel les ouvriers épouvantés se sont engouffrés, au cri d'alarme. Plusieurs personnes ont failli périr dans la lutte pour échapper aux flammes.

ONTARIO ET LES LICENCES.

Toronto, 2. — La crise dans l'administration de la loi des licences, dans les districts nord d'Ontario, est à son apogée. Tel que prévu, les commissaires pour le district de Témiscaming, réunis à Halifax, ont accordé trois nouvelles licences. L'action des commissaires a été rapportée tout de suite, au secrétaire de la province, Hanna, qui a répété pour la millième fois, que la politique du gouvernement est de ne pas accorder de nouvelles licences dans les districts du nord.

Dans l'Entrevoie

LA BAIE D'HUDSON.

Un ingénieur a commencé hier l'arpentage de l'embranchement de la Baie d'Hudson de Prince Albert, Saskatchewan, à Fort Churchill.

SOUS UN TRAIN.

Sam David, un gréviste qui fut récemment arrêté pour intimidation, a été écrasé sous un train qui entrait à la gare de Fort William hier. Il était ivre. Il ne survivra pas aux blessures qu'il a reçues.

L'EMPIETEMENT YANKEE.

Quarante wagons chargés de blé manitobain ont quitté Winnipeg hier pour Duluth et Minneapolis. Ce blé devait passer par Montréal, mais les retards dans l'ouverture de la route fluviale et les taux de transport ont fait dévier les consignations vers le Sud.

COMMISSION DES CHEMINS DE FER.

Un nouveau membre sera adjoint à la Commission des chemins de fer à la prochaine réunion du cabinet fédéral. Il est question de MM. E.-J. Hébert, du Canadien-Pacifique; Armand Lalonde, du Boston & Maine, et W.-A. Dubé, de l'Intercolonial. Il est entendu que la prochaine nomination est réservée à un Canadien-Français. C'est du nouveau.

LES EMBELLISSEMENTS.

Le Canadien-Pacifique doit distribuer quatre-vingt mille pochettes de graines pour l'ensemencement des terrains qui entourent les gares, les rotondes et les usines du réseau. La direction veut donner un aspect agréable à ces constructions en les entourant de fleurs de toutes sortes et elle a fait venir de tous les pays du monde des graines de belles fleurs odorantes. Le personnel est enthousiasmé du projet.

CRIME DE CHEMINEAUX.

Le constable Lane, de Vancouver, appelé à l'aide par le personnel du train de Seattle, a été tué par sept chemineaux dans une bataille rangée qui éclata dans le fumoir du train après que les vagabonds eussent refusé de payer leur passage et de quitter le wagon. Lane a été horriblement piétiné par ses meurtriers. Trois hommes ont été arrêtés.

DEMAIN:

Le "Devoir" publiera un article de M. Henri Bourassa sur la "Politique Conservatrice".

LETTRE D'OTTAWA

ENFIN! TOUT D'UNE HALEINE. — AUJOURD'HUI, LE VOTE FINAL. — VOGUE LA GALERE! — SEANCE PAISIBLE. — EMBARRAS. — INTERPRETES. — "UN VIEUX". — ILS REVENT. — LA GAUCHE CALME. — DANS LES TRIBUNES. — CLAUSES DISCUTEES. — A QUI LE COMMANDEMENT? — PREROGATIVES ROYALES. — ON FEND DES CHEVEUX. — M. CONDON PARLE SENSEMENT. — ON FAMEUX ARTICLES 18 ET 19. — ARGUMENTATION DE M. BORDEN. PARTIE INTEGRANTE DE LA MARINE IMPERIALE. — DES HYPOTHESES. — M. LAURIER ENROUE. — OUI OU NON? — QUI DECIDERA? — "JUSTE OU INJUSTE, NOUS MARCHERONS".—"MAY" ET "SHALL" IGNORES. — LE NOUVEAU PORTEFEUILLE. — D'AUTRES FONCTIONNAIRES. — PAYEZ MAIS NE DITES RIEN.

Ottawa, 20 avril.

Enfin! La Chambre, hier, a étudié tout d'une haleine, en comité général, le bill de la marine. On l'avait déjà discuté six semaines durant. Aussi a-t-on cru qu'une journée de travail additionnel, c'était assez : à onze heures, hier matin, la Chambre l'attaquait; à dix heures et demie du soir, elle avait bouclé l'affaire, et remis à aujourd'hui la troisième lecture de ce projet de loi.

L'opposition a fait peu de résistance, et n'a offert aucun amendement. Elle demandera tantôt le rejet pur et simple du bill Brodeur. L'issue n'est pas douteuse: la Chambre adoptera cette mesure à une quarantaine de voix de majorité.— Et, vogue la galère, nous naviguerons, dans quelques semaines, avec l'aide du Sénat sur la mer sans fond du militarisme où s'enfoncent lentement, une à une, presque toutes les nations d'Europe.

I.

La discussion s'est faite sans grand tapage; on n'y a guère mis de formes.

Aux banquettes ministérielles, quelques absences. M. Oliver n'y est point, non plus que M. Patterson. Et sir Frederick Borden, assis à droite de sir Wilfrid Laurier, lui aide tant bien que mal à donner des renseignements à la Chambre. Tout près d'eux, l'amiral Kingsville, presque enfoui sous les documents, avise les deux ministres qui pilotent le bill entre les récifs de la discussion. De temps à autre, une question trop indiscrète ou malvenue, de l'opposition, met tout ce monde-là sur les dents, et c'est, à travers les volumes et les paperasses, une chasse à une information requise, mais égarée.

A son fauteuil, M. Aylesworth, ministre de la Justice, que la surdité embarrasse fort, dans les débats où il prend part, se fait un cornet acoustique de sa main gauche et requiert les services de M. Macdonald, de Pictou, où de M. Murphy, le Secrétaire d'Etat, afin de savoir ce qu'on peut bien dire. A tour de rôle, ils le lui écrivent sur une feuille de papier où le lui répètent tout fort dans l'oreille.

M. Lemieux, un temps, lit le "Moniteur" de Hawkesbury, puis le met de côté, afin d'y répondre plus tard dans le "Temps", voilé derrière le pseudonyme de "Un Vieux".— D'ici là, il s'affaire à sa correspondance, où lit un livre de loi. De temps à autre, il écoute les orateurs.

Personne, ou à peu près, à droite, n'intervient dans la discussion, sauf le premier-ministre et le ministre de la Milice. Les autres ministériels vaquent à diverses besognes. Et, le long du mur, en arrière, il y en a cinq ou six, installés confortablement, qui jasent, somnolent où rêvent à la fin de la session.

A gauche, M. R.-L. Borden, la boutonnière fleurie, l'air détaché de ce qui l'entoure, conduit les oppositionnistes. Il a, devant lui, quelques volumes, et, à sa gauche, un peu de temps, M. Doherty qui, assis à la place de M. Foster, cause avec son "leader", et cède ensuite la place au Dr Reed, de Grenville. M. Haggart somnole un peu, tandis qu'en arrière de lui, M. Crothers ne se fait aucun scrupule de dormir un somme. C'est si ennuyeux, voyez-vous!

A son siège, Billy Maclean a fait une apparition de quelques heures: de temps à autre, il approuve le gouvernement, ce qui donne sur les nerfs de la gauche, et fait froncer les sourcils à M. Armstrong, convaincu que le propriétaire du "World" a des tendances trop ministérielles pour n'avoir pas, chez les actionnaires de son journal, un ex-ministre libéral.

Dans toute la Chambre, peu de monde, et pas d'enthousiasme. A la tribune du président, quelques dames, auxquelles M. Fisher, ministre de l'Agriculture, va faire une courte visite. Et, chez les journalistes, peu d'attention au débat : on y lit les journaux ou l'on quitte la tribune afin d'aller fumer une pipe: un chroniqueur est en train de découper les feuillets de "Chantecler".

II.

Le bill de la marine compte une cinquantaine de clauses: sans aucune interruption, le Président du Comité lit les trois premières: voici la quatrième; elle dit: "Le commandement en chef des forces navales est attribué au Roi, qui l'exerce et administre personnellement ou par l'intermédiaire du Gouverneur-Général agissant comme son représentant".

L'un après l'autre, MM. Northrup, Currie, Borden, Hughes et Doherty trouvent à redire à cette rédaction.

M. Northrup, enroué mais d'une voix toujours douce, affirme que cette clause impose une restriction aux prérogatives royales. "Le roi a seul droit au commandement de la marine canadienne, comme à celui de la marine anglaise. Or, dans ce bill, vous donnez, virtuellement, le commandement de la flotte canadienne aux chambres canadiennes: ce n'est pas conforme à la clause neuf de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord. Vous allez plus loin que vous ne le devinez".

"Mais pas du tout, dit M. Aylesworth: nous nous en tenons aux clauses de cet acte. M. Laurier l'a déjà dit et je le réaffirme. Le gouvernement fédéral, au surplus, a droit de restreindre les prérogatives royales, tout comme le parlement anglais peut le faire. Nous avons déjà agi de la sorte dans le bill de la Milice. En même temps que la constitution de 1867 nous donne le droit d'établir une marine, elle donne à notre parlement le droit d'en surveiller le commandement. Au reste la jurisprudence établit que nous avons à ce propos des pouvoirs fort larges".

Pendant une demi-heure, les avocats de droite et de gauche s'évertuent à approuver ou à contredire M. Aylesworth Les uns citent Todd, d'autre font des incursions dans l'histoire d'Angleterre, et l'on fend les cheveux en quatre, puis en huit, et puis en seize.

Finalement, M. Congdon, du Yukon, s'élève contre cette discussion trop subtile. "Avec votre théorie, dit-il à la gauche, vous mèneriez le Roi dans une impasse. Il s'agit tout au plus de savoir si le Roi a droit de commander la flotte canadienne par l'intermédiaire des ministres, à Londres, ou par celui des ministres à Ottawa, responsables au peuple canadien. C'est une théorie comme celle qu'énonce l'opposition, qui a coûté à un roi d'Angleterre sa tête, et à un autre, sa couronne. Il ne faut pas abuser des prérogatives royales. A tout prendre, nous n'en sommes plus à l'époque où le Roi lui-même commandait en personne son armée et sa flotte".

M. Doherty intervient; sans se prononcer sur la question débattue, il croit que le gouvernement ne devrait rien inclure dans le bill qui puisse être contraire aux dispositions de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord.

Billy Maclean se lève: "Je crois fermement, dit-il, que le parlement canadien a droit de limiter les prérogatives royales. Au reste, cet acte est un pas de plus vers le "self-government". Il se rassied, content de soi; les "tories" le regardent d'un œil méfiant, et la droite a l'air à trouver qu'il a raison.

III

Cette clause quatre enfin passée, la chambre en expédie une dizaine d'autres, sans grande discussion: un quart d'heure, on parle de l'achat du "Niobe". Les uns disent: "il a été bâti en 1898", les autres répliquent: "En 1902 seulement". On reconnait, un peu plus tard, qu'il faisait partie du programme de 1898, mais qu'il fut lancé en 1902. Seul l'entretien de ce navire coûtera $440,000 par an au pays, admet M. Laurier.

Mais voici les fameuses clauses 18 et 19; la première décrète que "en temps critique, le conseil peut mettre la marine à la disposition de sa Majesté:" la seconde a trait à la convocation du parlement, quand la marine est mise à la disposition de Sa Majesté.

La Chambre butte là-contre, et, une couple d'heures durant, elle argumente à ce propos, tandis que les députés s'y font un peu plus nombreux et plus attentifs, de même que le public des tribunes.

M. R.-L. Borden trouve que ces clauses ne vont pas assez loin. "S'il faut un ordre-en-conseil pour que la marine canadienne se mettre en mouvement, dit-il elle ne pourra donc pas attaquer avant ça. Elle ne coopérera donc pas dans l'attaque, en cas d'une guerre offensive. Elle sera neutre. Pourquoi ne décrétez-vous pas plutôt qu'advenant une guerre, notre marine devient automatiquement partie intégrante de la marine royale ?

"Si elle reste neutre, en attendant du gouverneur-en-conseil l'ordre de marcher, nos ports restent-ils neutres, eux aussi? Mais alors, les navires de guerre étrangers, hostiles à la Grande Bretagne, pourraient venir s'y approvisionner sans danger? C'est une anomalie. A portée de nos ports, ils viendraient détruire les navires et le commerce anglais, et notre marine, sans ordre-en-conseil, resterait inerte?

"Sans doute, il y a des guerres insignifiantes de l'Empire, où nous ne prendrons pas part, tout comme dans ces cas-là, la métropole ne mobiliserait pas tous ses navires. Mais, je le répète, mettez nos navires, en temps de guerre, règle générale, dans le même cas que ceux de la marine anglaise. Autrement, que feront-ils dans le cas d'une guerre où les hostilités commenceraient sans déclaration? La marine royale se battrait tandis que la nôtre attendrait toujours l'ordre-en-conseil. Ce serait une vraie déclaration d'indépendance!"

Le premier-ministre, la voix quelque peu enrouée et fatiguée, lui répond en substance: "D'abord, il y a le télégraphe. L'ordre-en-conseil arriverait vite à notre flotte. Et puis, si le gouverneur-général a pris action dans un cas de circonstances critiques, l'hypothèse de M. Borden ne se présente point. Au surplus, les conditions sont différentes, pour la Grande-Bretagne et pour les colonies. L'Angleterre peut bien se battre sans que nous y allions. Ainsi elle n'aurait pas besoin de nous, dans le cas d'une guerre comme celle d'Egypte, lors du bombardement d'Alexandrie, ou bien dans une seconde guerre de Crimée."

—"Oui, oui, nous devrons y prendre part," crient certains députés de la gauche.

—"Vous voyez, rétorque M. Laurier, les uns disent oui, les autres, non. Qui déciderait, dans un tel cas, sinon le parlement lui-même? Le peuple canadien a droit de dire s'il veut ou non prendre part à une guerre. C'est pour cela que nous avons mis là les clauses 18 et 19. Nous assumons que nous devons agir, mais avec la responsabilité du gouvernement."

Cette argumentation se poursuit de part et d'autre; M. Fielding y prend part, en disant avec feu: "La population du Canada a droit de dire si elle veut, par exemple, prendre part à une guerre avec l'Allemagne. C'est au parlement à dire: nous n'avons pas à savoir si la guerre est juste ou injuste. La guerre venue, si la métropole a besoin de nous, nous marcherons. Si elle n'en a pas besoin, nous nous abstiendrons."

M. Currie se lève, pour la cinquantième fois, brode des hypothèses de guerres probables avec la Suisse, la Sibérie, et divers autres pays et conclut que le seul moyen d'en arriver à une solution pratique, c'est de faire de la marine canadienne partie intégrante de la marine royale, en tout et partout.

Billy Maclean, toujours ingénieux, propose: "Dites donc: si une guerre survient, nos navires feront temporairement partie de la marine royale" ; la difficulté est résolue."

Enfin, telles quelles, les clauses 18 et 19 franchissent cette étape de la discussion. La gauche, décidée à demander le renvoi du bill en bloc, ne propose nul amendement. On ne parle point des fameux "may" et "shall" qui ont tant fait gloser la presse. On en laisse l'interprétation indécise.

La droite, elle, propose que, dans un temps de circonstances critiques, le gouverneur-en-conseil puisse aussi mettre nos cales-sèches et autre outillage maritime à la disposition du Roi, pendant une certaine période. Agréé.

Et tous les autres articles de cette mesure, lus par le président du comité, ne soulèvent aucune discussion. Après sept heures et demie de travail le comité général, pour parler en termes usités au Parlement, "rapporte progrès"; l'on remet à aujourd'hui la troisième lecture de cette mesure. On y prendra le vote final.

IV

Ce projet de loi crée. outre la marine, un nouveau département, celui du "Service de la marine". C'est une subdivision du ministère actuel de la Navigation et des Pêcheries. Il y aura toujours un seul ministre, qui détiendra deux portefeuilles, celui de la navigation et des pêcheries, et celui du service de la marine. Les deux sous-ministères seront distincts. Le nouveau s'occupera, en outre de l'administration de notre marine, de la protection de nos pêcheries, des relevés hydrographiques, de l'observation des marées et de la télégraphie sans fil.

Ainsi, notre embardée dans le militarisme nous vaudra, outre une flotte inutile et fort coûteuse, une nouvelle organisation où l'on casera un bon nombre de fonctionnaires de plus.

Le peuple paiera tout ceci, seulement, on se garde bien de lui demander son avis ; s'il allait manifester son dissentiment, ce serait si embarrassant pour nos politiciens!

GEORGES PELLETIER.

Sur la Passerelle

RUMEUR CONTROUVEE.

On nie la rumeur disant que le Canadien-Nord avait acheté la franchise de la Ottawa River Navigation Company.

LE "CAIRNRONA" REPARE.

Le steamer "Cairnrona", de la ligne Thomson, qui avait été avarié il y a quelque temps, près de Douvres, est parti de Londres samedi dernier, en route pour Montréal.

CARGAISON DE CHARBON.

Le charbonnier "Lorie", commandé par le capitaine Eggeret et portant une forte cargaison consignée à MM. McLean, Kennedy & Co., est arrivé dans le port de bonne heure cet après-midi.

UN AUTRE ECHOUEMENT.

Le steamer "Halford" s'est échoué à l'entrée du port de Halifax, hier. L'équipage a été sauvé mais on croit que le vaisseau sera perdu totalement.

MOUVEMENTS DES VAISSEAUX.

Le steamer "Kanawha", venant de Londres, est arrivé à Halifax lundi.

Le "Manchester Engineer", de Manchester, est arrivé à S.-Jean hier.

L'"Englishman" de la ligne Dominion, de Portland pour Avonmouth, est arrivé à Queenstown hier matin.

COLLISION A SOO.

Le steamer "Lake" de la Mutuel Transit Company devra subir des réparations considérables à la suite de l'accident qui lui est arrivé en passant à la tête du canal canadien. Le "Lake" et le "Wind", tous deux de la même ligne, se disposaient à entrer dans le canal, quand, par suite d'une erreur dans la transmission des signaux, le "Wind" frappa l'arrière du "Lake", brisant l'hélice et le gouvernail. Le "Wind" a aussi été avarié.

NOUVEAU TRANSPORT.

La Point Anne Quarries Limited, de Toronto, dont M. J. Haney est le propriétaire, a été avertie que son nouveau bateau d'acier sera lancé le premier de mai. Il s'appellera "Renvoyle" et sera utilisé au transport du grain sur la route Fort William-Montréal.

Il sera le premier d'une série de huit bateaux que M. Haney a l'intention de placer sur cette route.

Le "Renvoyle" mesure 250 pieds de longueur, 42-6 de largeur et 18-6 de profondeur; sa capacité est de 100,000 minots. Il coûtera environ $125,000.

LES ARRIVAGES.

Vaisseaux	à	de
Re d'Italia	New-York	Gênes
Cincinnati	New-York	Gênes
Mauretania	Liverpool	New-York
Montcalm	Bristol	S.-Jean
Lituania	Rotterdam	New-York
Finland	Anvers	New-York
Italia	Naples	New-York
Lombardia	Naples	New-York
Argentina	Trieste	New-York

Aurait-il honte ?

L'hon. Rodolphe Lemieux faisait parvenir hier, au "Canada", par courrier affranchi, une liasse de copie: deux articles, le premier intitulé : "La représentation proportionnelle" signé "S", abréviation de "Saint-Denis" et le second, "Le ministère des Postes".

Dans le premier, avec le style côteleux qui caractérise sa plume insipide ou vantarde, il fait de vains efforts pour terrasser notre confrère Héroux, et traiter d'une façon intéressante la thèse qu'il voudrait réfuter.

Mais dans le second, il est pitoyable. Comment pourrait-il en être autrement quand il parle de lui et de son œuvre.

Le pauvre ! Il en est rendu à se brûler lui-même de l'arcanson sous le nez ....

Au fait, aurait-il honte de lui et de sa triste besogne qu'il ne signe plus que "S"? Signe des temps.....

T. M.

Action contre la ville

Mme Tracey Holness a pris hier, par l'intermédiaire de son avocat, Me F.-J. Curran, une action en dommages-intérêts contre la ville, au montant de $1,990. Au mois d'octobre, l'année dernière, Mrs. Holness faisait une chute sur le trottoir, en face de l'Unity Hall, 590 rue Wellington, et se fracturait une jambe.

Au Collège de la Côte des Neiges

Jeudi soir, le 21 courant, à 8 heures, il y aura une séance donné par les élèves du Collège de la Côte-des-Neiges à l'occasion de la fête du Supérieur.

Les raisonnements du "Pays"

M. "Such One" qui tient la plume dans le "Pays" est plein de sophismes et d'épithètes à la Voltaire. Nous l'avons déjà dit et nous le répétons: "cette feuille tient un langage voltairien".

Quand on entend un homme qui parle anglais, on dit: "voici un Anglais"—; S'il parle allemand, on dit : Monsieur est allemand. Lorsque vous entendez aboyer un chien près de vous, vous dites : Tiens, voici un chien, on connait la bête à son cri.

Je lis dans le "Pays" le langage de Voltaire; j'en conclus tout de suite qu'il est rédigé par des voltairiens. Ici je ne me trompe pas ; j'ai assez lu les sarcasmes vomis par Voltaire contre la Bible pour savoir comment ce misérable parlait de tout ce qui touchait à la religion et aux bons chrétiens. Il avait un dictionnaire d'épithètes à lui: "Bedeau".— "Sacristain" —"Saint Homme", etc., etc., etc., il était fort surtout pour "Les Bedeaux". Eh bien! lisez attentivement le "Pays" et vous verrez revenir chaque semaine les mêmes litanies de qualificatifs. Nous en ferons une collection.

J'ai dit que ce journal est plein de sophismes; ce n'est pas tout-à-fait exact. Le sophisme est un faux raisonnement bien fait et capiteux, il a au moins la forme d'un raisonnement. Le "Pays" n'a pas même ce mérite; il ne dit que des enfantillages. Quand pour soutenir son "dada" de l'uniformité des livres il dit que l'arithmétique et la grammaire ne changent pas, il dit tout simplement une sottise comme un enfant qui ne réfléchit pas.

Sans doute les nombres ne changent pas; deux et deux feront toujours quatre, mais les méthodes pour se servir des nombres changent beaucoup. Depuis plusieurs années il y en eu amélioration sur ce point.

Entre l'arithmétique du défunt Bibaud et les méthodes américaines dont on se sert aujourd'hui il y a une immense différence. La valeur des nombres est la même, mais les méthodes pour résoudre les problèmes sont améliorées, il y a progrès. Qui nous dit qu'on n'inventera pas d'autres méthodes encore, pour simplifier les calculs. Il en est de même de la grammaire. Depuis la vieille grammaire de Lhomond, l'accord de l'adjectif avec le nom existe toujours mais on a trouvé moyen de perfectionner l'enseignement de la grammaire par des méthodes plus claires.— C'est ce que vous appelez le côté pratique de l'enseignement.

On a amélioré tous les traités didactiques dans le but d'être pratique sans changer l'essence des choses.

En Canada comme en France il y a émulation sur ce point. C'est à qui inventera le traité, ou le cours, le plus pratique. Avec votre "uniformité" vous tuez toute émulation; vous nous claquemurez comme en Chine, où rien ne change depuis des siècles.

Au reste combien de fois ne nous avez vous pas vanté les cours de lecture de Madame une Telle, comme préférables aux nôtres. Laissez donc à chacun la liberté de choisir les méthodes qui lui conviendront le mieux.

Votre étonnement M. "Such One" sur l'uniformité du catéchisme prouve tout simplement que vous n'y entendez rien. La religion n'est pas livrée comme les sciences profanes à la dispute des hommes. Si chacun se mêlait de faire un catéchisme il en serait vite fait des dogmes et de toutes les vérités révélées. L'Eglise a seule le droit d'approuver et d'imposer les catéchismes parce que la doctrine catholique doit être enseignée avec une telle précision qu'il est défendu de changer les termes quand il s'agit des mystères fondamentaux. Sur ce point, pas de progrès moderne. Vous parlez de ces choses comme un aveugle parle des couleurs.

X. X.

P. S. — Le "Pays" demande ce qu'a voulu dire l'abbé Perrier par le qualificatif "naturels" appliqué à ces messieurs; c'est peut être une faute de grammaire, j'aurais préféré "Naturaux".

LETTRE DE QUEBEC

MM. TELLIER ET BOURASSA ET LE PROJET DE LOI REGLEMENTANT L'INDUSTRIE LAITIERE. — LE PROJET DE L'HON. M. TASCHEREAU SUR LES BUREAUX DE PLACEMENT. — LE NOUVEAU DISTRICT JUDICIAIRE DE PONTIAC. — LES JUGES DE LA COUR DE CIRCUIT DE MONTREAL.

Québec, 19 avril.

L'agriculture est à la mode. La chambre lui a consacré toute la séance d'hier après-midi et une partie de celle du soir. Durant tout ce temps, M. Caron a été sur la sellette, répondant aux critiques que soulevait son projet sur l'industrie laitière.

Ce projet a déjà été exposé dans le "Devoir". Disons seulement qu'après le 1er janvier 1912 aucune beurrerie ou fromagerie ne pourra fonctionner sans en avoir obtenu la permission du ministre de l'agriculture et que cette permission pourra être refusée si, d'après le rapport d'un inspecteur, l'établissement manque de certaines conditions hygiéniques. A partir de cette même date tout fabricant devra être pourvu d'un brevet de l'école d'industrie laitière de S.-Hyacinthe.

Le projet ne vise donc pas directement le produit lui-même mais la fabrication de ce produit. Et cette disposition générale du bill a donné lieu aux critiques de M. Tellier.

M. TELLIER

Le chef de l'opposition est d'avis que le droit des gens et la liberté du commerce s'opposent à ce système de contrôle. Mieux vaudrait en venir à une mesure prônée, jadis par le député de l'Islet, à savoir: la classification des produits en diverses catégorie suivant leurs qualités.

M. Caron répond que cette classification relève exclusivement des autorites fédérales qui ne l'ont pas encore commencée. Le contrôle de la province ne peut s'étendre qu'aux conditions hygiéniques des produits. Or un produit peut être de qualité inférieure et n'être pas préjudiciable à la santé. La province n'y pourrait rien et c'est précisément cette classe de produits qui fait déprécier nos beurres et nos fromages.

Le ministre espère qu'en exigeant que fabriques et fabricants remplissent certaines conditions d'hygiène et de compétence, on diminuera le nombre des fabriques, en même temps qu'on améliorera le personnel, toutes choses qui ne pourront qu'amener un meilleur produit.

Quant à réduire à un certain chiffre le nombre des beurreries et fromageries qui est sûrement trop considérable, M. le ministre est d'avis que la province n'a pas ce droit.

M. BOURASSA

M. Bourassa ne discute pas la prétention du ministre. Il lui demande seulement si la province qui n'a pas le droit de surveiller l'exportation des produits en les classifiant, aura celui de classifier et de contrôler les fabriques.

Si un fabriquant fournit la preuve que la marchandise qu'il fabrique n'est pas préjudiciable à la santé, est-on bien sûr qu'on ait le droit de contrôler son mode de fabrication plutôt que son produit?

De l'avis des meilleurs experts, l'infériorité de notre beurre et de notre fromage est dûe à la multiplicité des fabriques bien plus qu'à la défectuosité de leur matériel. Telle fabrique très bien outillée ne livre qu'un produit inférieur parce que la concurrence de deux ou trois autres fabriques dans la même paroisse la force à accepter de mauvais lait. Or, le projet soumis à la Chambre par le ministre de l'Agriculture ne pourvoit ni à la surveillance du lait ni à la réduction du nombre des fabriques, et c'est ce qui, aux yeux de M. Bourassa, le rend inefficace.

L'opposition voit aussi de sérieux inconvénients à l'adoption d'une clause qui permet au ministre de se suppléer à l'école de S.-Hyacinthe et d'accorder lui-même des brevets de capacité sur la recommandation d'un inspecteur. M. Caron a déjà expliqué que cette clause était pour le bénéfice des fabricants âgés qui, malgré leurs qualités de praticiens, ne sauraient passer d'examens sur la théorie du métier. Toutefois, la gauche prétend qu'avec nos mœurs politiques et la concurrence qui existe entre les diverses fabriques, le ministre pourra bel et bien refuser le certificat à l'adversaire politique qui aurait certaines influences contre lui. Le ministre a d'ailleurs admis, en réponse à M. Sauvé, qu'il pourrait refuser à un individu son certificat de compétence malgré la recommandation de l'inspecteur.

Il a tout naturellement protesté de ses bonnes intentions. Il a cité le cas des sociétés d'agriculture et des cercles agricoles qui, tout en étant sous le contrôle du gouvernement, sont, prétend-il, hors des atteintes de la politique.

SEANCE DU SOIR

Le projet, repris à la séance du soir, a été adopté en comité-général. La chambre doit adopter aujourd'hui les amendements de détail qu'on y a consentis.

Le projet de M. Taschereau sur les bureaux de placement, est ensuite adopté en deuxième lecture, non sans quelques discussions toutefois.

M. Langlois député ouvrier de S.-Sauveur, l'approuve et remercie le gouvernement de l'avoir proposé. MM. Lavergne et Plante reprochent au ministre du travail d'interdire aux immigrants l'accès de ces bureaux qu'ils voudraient voir sous le contrôle des unions ouvrières que le gouvernement subventionnerait à cet effet. MM. Séguin, (Sainte-Marie, Blouin, Létourneau et Devlin, défendent le point de vue du gouvernement. Tel quel, le projet donne à l'exécutif le pouvoir de créer des bureaux de placements gratuits quand il le jugera à propos. M. Taschereau a expliqué que d'ici quelque temps, les sujets britanniques y auraient accès. Dans la Métropole, on sera forcé de limiter aux ouvriers les opérations des bureaux, mais dans les autres villes, ils pourront s'occuper du placement des servantes et autres employés.

Les projets de M. Gouin instituant un nouveau district judiciaire dans Pontiac, et pourvoyant à l'installation de trois nouveaux juges dans la Cour de Circuit de Montréal, ont subi l'un sa troisième lecture, l'autre sa seconde.

Divers autres projets d'intérêt public ou privé, de moindre importance, ont été adoptés.

La séance du soir s'est terminée dans l'étude des subsides.

DONAT FORTIN.

Une baisse dans le prix des aliments

ON S'ATTEND A UNE DIMINUTION SERIEUSE DANS LE PRIX DES ALIMENTS AUX ETATS-UNIS.

New-York, 20. — L'état actuel du marché permet d'assurer que nous aurons, d'ici peu une forte baisse dans toutes les lignes d'alimentation.

Ainsi, par exemple, on signale de Pittsburg, que le porc sur pied est tombé de 40 sous hier. Il y a un mois on côtait ce produit $11.85 les cents livres et, aujourd'hui la même marchandise vaut $9.40.

Cette baisse est la conséquence du ralentissement de la consommation.

Les pommes de terre étant en grande quantité ont aussi subi une forte diminution.

Les fermiers les offrent en ce moment, à 20 sous, le minot.

La farine, le porc et le bœuf se vendront aussi en détail à des prix à la portée de tout le monde, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, comme on le sait.

L'un des bouchers les plus en vue de New-York, fournisseur de viandes des principaux hôtels et restaurants, affirme que le marché est à la baisse, et que le mouvement dont on signalait les indices depuis assez longtemps ne peut faire que s'accentuer. C'est de l'ouest que part le mouvement, de l'Ouest d'où nous viennent nos bestiaux et nos céréales.

Déjà le blé a subi une baisse très prononcre cela est dû aux excellents rapports, qui bous viennent d'Europe où, principalement en Russie, la récolte promet d'être très abondante. Le blé disponible est en beaucoup plus grande quantité cette année qu'à la même date, l'an dernier, alors que, cependant, la demande était plus active. Il s'est exporté, la semaine dernière, cinq millions et demi de boisseaux de blé contre deux millions et demi en 1909, pendant la même période.

Quant aux viandes, bœuf et porc, le même boucher dont nous parlons plus haut, affirme que la réduction des prix du détail est certaine, beaucoup d'éleveurs et de fermiers de l'Ouest se trouvant dans la quasi obligation de céder des troupeaux devenus nombreux et engraissés avec l'excédent de leurs immenses récoltes de céréales en 1909.

Pour protester contre les hauts prix maintenus par les "truste", 400 bouchers Italiens ont voté hier la fermeture de près de 1,000 étaux dans la ville de New-York, à partir de la semaine prochaine. Ils se sont formés en union syndicale.

L'Ouest Canadien

CREONS UNE SECONDE PROVINCE CANADIENNE-FRANCAISE.

On a souvent déploré, et ce, avec beaucoup de raison, l'exode des nôtres vers les Etats-Unis, car il a pour effet de diminuer l'influence que les Canadiens-Français auraient acquise dans leur pays, si cette partie de leur race n'eut fait profiter les Américains de leur énergie et de leurs labeurs. Il n'y a pas de doute, que si les deux millions et demi de Canadiens-Français qui ont depuis quelques années traversé la quarante-cinquième, se fussent établis dans l'Ouest du Canada, notre situation politique serait, à l'heure actuelle, beaucoup plus importante. Ce sont là des propositions dont on peut difficilement nier l'exactitude. Nous avons perdu une bonne partie de nos forces et nos frères franco-américains ont dans la plupart des cas trouvé dans leur nouvelle patrie des conditions de vie pénibles, obligés, qu'ils étaient, de travailler dans les usines ou les fabriques. Combien n'eut-il pas été préférable pour eux d'aller vivre la libre vie de l'Ouest et de se faire dans ces plantureuses régions, une situation enviable par un travail sain et rémunérateurs. Les Américains et les Européens, émerveillés de la fertilité de ce sol s'empressent de s'en emparer. Les journaux nous apprennent tous les jours que des convois de colons venus d'Europe ou des Etats-Unis, se dirigent vers l'Ouest Canadien. On n'ignore pas qu'à la fin de l'année 1908, le nombre des "homesteads" concédés jusqu'à cette date s'élevait à 190,234. Si les Canadiens-Français ont à cœur de conserver quelque influence dans l'Ouest, s'ils désirent que ces immenses pays ne se peuplent pas d'immigrants américains, hongrois, galiciens, ou autres, de race étrangère à la leur, et n'ayant aucune affinité avec eux, il est grandement temps qu'ils s'intéressent à cette question, si importante pour leurs destinées, de la colonisation de l'Ouest par les Canadiens, car, s'ils retardent, ils seront probablement débordés par ce flot envahisseur.

Mais dans tout l'Ouest Canadien, il c'est certainement pas de région plus avantageuse pour eux, plus féconde et plus belle que l'Alberta Centre. On désigne sous ce nom, la partie de cette province qui comprend les paroisses de S.-Paul des Métis, S.-Louis de Moose Lake, Thérien, Arthabaska Landing, Brosseauville, S.-Paul Duvernay, Lafond, Lac S.-Vincent, S.-Edouard ainsi qu'Edmonton, la capitale de l'Alberta. On peut difficilement donner une idée de la fécondité de cette région pour la culture des céréales ainsi que l'avantage qu'elle offre pour l'élevage des bestiaux.

Les rendements de l'avoine, du blé et de l'orge, sont énormes, et le sol y est imminemment propre à la culture des légumes. Il faut noter en outre que le cultivateur peut au moyen de l'industrie laitière subvenir aux dépenses de la vie ainsi qu'à celles de la ferme. La capitale, Edmonton, qui, il y a quatre ans ne comptait que 5,000 âmes, abrite maintenant près de 30,000 habitants. C'est une magnifique ville, très active et très progressive, où les Canadiens-Français occupent une position des plus enviables. Il convient d'observer de plus, que les paroisse cidessus mentionnées, contiennent une population presque entièrement canadienne-française, de sorte que nos compatriotes de la province de Québec, qui iront s'y établir ne se trouvent pas dépaysés, mais au milieu de gens parlant la même langue et pratiquant la même religion qu'eux. On y trouve du bois en grande quantité ainsi que d'immenses houillières dont l'extraction est extrêmement peu coûteuses, attendu que le charbon est à fleur de terre dans les vallées. Remarquons enfin que le climat est des plus sains.

Il est important d'attirer l'attention des colons qui se proposent d'émigrer dans l'Ouest, sur le fait que dans l'Alberta, il existe un système d'écoles séparées. Si les catholique sont en minorité, ils ont néanmoins droit de nommer des commissaires et d'engager un instituteur de leur religion. On y donne un cours élémentaire de français aux enfants et on y enseigne le catéchisme pendant une demi-heure chaque jour. Ce sont les colons qui voient à l'organisation des écoles et ils n'ont à payer pour leur maintien que $4.00 à $8.00 par année. Le colon peut obtenir du gouvernement la concession d'un "homestead" de 160 acres à des conditions très faciles. Il lui suffit de s'inscrire au bureau des terres, de payer $10.00 pour frais d'enrégistrement, labourer 10 acres de terre par année pendant trois ans et demeurer au moins, sur le "homestead" six mois par année durant la même période. Ces conditions, une fois remplies, le gouvernement accorde au colon sans aucun autre déboursé, un contrat qui lui donne l'absolue propriété de sa terre.

Comme on le voit, il y a là un avenir assuré pour tout travailleur énergique et désireux de se créer une position très rénumératrice dans un admirable pays, doué d'un climat enchanteur et possédant des sites d'un charme indescriptible. S'il possède un petit capital et s'il est fermement décidé de travailler, car rien ne s'obtient sans peine, il peut en quelques années arriver à l'aisance; et s'il a une nombreuse famille, établir ses fils et ses filles près de lui.

Une grande excursion, partira de Montréal, le 3 mai prochain pour cette région. Les taux de passage seront réduits. Tout colon désireux de s'établir dans l'Ouest ne devrait pas manquer de faire ce voyage, car il trouvera le moyen de se renseigner sur place et de constater que l'énumération que j'ai faite des avantages qu'offre cette partie du pays n'a rien d'exagéré. Je suis au reste à la disposition du public pour tous les renseignements relatifs à cette région et je me ferai un plaisir de les fournir par correspondance ou verbalement à mon bureau situé dans l'Edifice de la "Patrie", Chambre No 22.

L.-S. MAILLET,
Agent de publicité de
l'Alberta.

Ligue du Sacré-Coeur

Notre projet, de faire participer toutes les Ligues du Sacré-Cœur à la grande procession du Congrès Eucharistique, et de profiter de cette occasion unique pour jeter les bases d'une fédération générale de ces mêmes Ligues, a reçu partout le plus chaleureux accueil. Les lettres d'encouragement nous arrivent tous les jours, et quelques directeurs nous ont déjà envoyé la souscription de leur Ligue. Ces faits nous prouvent deux choses: que notre œuvre est appréciée et qu'on commence à se rendre compte de la nécessité de l'union de toutes les forces du bien.

Quant à nous, si nous n'avions jamais pu douter de l'excellence de la Ligue du Sacré-Cœur et de son influence bienfaisante, nos doutes se seraient dissipés en lisant les réponses enthousiastes que nous ont adressées les directeurs de Ligues. Tous s'accordent à dire que la Ligue du Sacré-Cœur a produit, parmi les hommes de leur paroisse, des fruits abondants de tempérance et de dévotion virile.

Messieurs les curés qui n'ont pas encore répondu à notre circulaire nous obligeraient beaucoup en y répondant le plus tôt possible. Comme nous avions quelques centaines de lettres à adresser, il est possible que nous ayons oublié quelqu'un, on voudra bien ne pas nous en tenir compte. Nous enverrons avec plaisir à tous les prêtres qui en feront la demande notre lettre-circulaire et le questionnaire.

P.-L. HUDON, S.J.,
Directeur,
Arthur SAINT-PIERRE,
Secrétaire.

Protégez les voyageurs

La rédaction du "DEVOIR" recevait, ce matin, une lettre d'un Belge arrivé depuis quelques années au pays. Cette lettre s'explique par elle-même :

"Monsieur le directeur,

"Les remarques si justes de M. Jules Tremblay, dans son article du 18 courant, me rappellent ce qui s'est passé à bord du navire qui m'a transporté d'Anvers à Montréal en 1907.

"Notre traversée fut périlleuse. Un jour, les officiers prévoyant une plus forte tempête et la rencontre probable d'icebergs, — ce qui eut lieu d'ailleurs,— donnèrent l'ordre, aux hommes d'équipage, de préparer les chaloupes, pour s'en servir le cas échéant.

"Ce que ces hommes ont dû faire de travail et d'efforts pour rendre possible la manœuvre des chaloupes, c'est-à-dire pour pouvoir les descendre à la mer au besoin, on ne peut s'en faire une idée.

"La journée n'y suffit pas, et, la nuit suivante, le navire courut les plus grands dangers.

"Si un naufrage s'était produit, la plupart des passagers auraient péri. Nous en étions convaincus.

"Et d'ailleurs, en supposant même que toutes les embarcations du bord aient pu servir au sauvetage, un grand nombre de passagers n'y auraient pas trouvé place, pour la simple raison qu'au lieu de 580 personnes, équipage compris, qu'a droit de prendre ce bâtiment, d'après son permis de navigation délivré à Londres, son port d'attache, il portait 2,100 passagers dont 65 de 2e classe, plus environ 150 hommes d'équipage. En tout, 2,250 au lieu de 580.

"Appartenant à la marine Anglaise, il ne peut faire un tel changement en Angleterre. C'est pourquoi, après avoir déchargé à Hull où un autre port anglais, le bétail vivant (du vrai, celui-ci) importé du Canada, il se rend à Anvers pour y faire son chargement d'émigrants.

"Ce malheureux bétail humain est inscrit par une autre Compagnie qui reçoit sans doute une forte commission (j'ai oui dire: 35,000 frs). Les autorités ne voient pas ou ne veulent pas voir le truc et le tour est joué.

"C'est une honte.

"Ce que souffrent ces malheureux de 3me classe, entassés pêle-mêle là-dedans pendant une quinzaine de jours, on ne se le figure pas.

"Je n'essaierai pas de le décrire, on me taxerait d'exagération.

"Certes, leur nourriture est abondante, mais que de harengs ! A tous les repas ! Et quelle soif les décore! sans doute à cause de cette nourriture trop salée, mais aussi et surtout, je crois, à cause de l'encombrement dans un espace restreint. Le cœur me soulève encore de dégoût rien qu'au souvenir de la visite que je fis avec quelques camarades dans l'entrepont.

"Est-il étonnant que, dans ces conditions, des maladies éclatent à bord et y font des victimes? Sept passagers, dont plusieurs enfants, moururent pendant cette traversée et furent jetés à la mer.

"Je le répète, c'est une honte de spéculer ainsi sur les pauvres diables qui s'embarquent pleins de confiance dans les belles promesses de tous genres qu'on leur a faites, jusqu'à leur détailler, dans de magnifiques brochures, les délicieux et copieux menus du bord.

Je souhaite de tout cœur qu'on fasse cesser au plus tôt ce honteux et inhumain trafic; et qu'en attendant, et pour rendre cette réforme plus parfaite, on trouve le moyen d'obliger les directeurs et les actionnaires de ces grandes compagnies maritimes à faire la traversée de l'Atlantique, ne fût-ce qu'une fois, dans les mêmes conditions misérables.

UN EMIGRANT.

Une question de discipline

POURQUOI LE JUGE LEMIEUX ET LE Dr. DUBE N'ONT PAS PRIS LA PAROLE DIMANCHE DERNIER DANS L'EGLISE METHODISTE ST. JAMES.

Une entrevue avec Mgr Bruchési.

On avait annoncé que l'hon. juge Lemieux, de Québec, et le docteur Dubé, de Montréal, devaient prendre la parole, dimanche soir dernier, dans l'église St.-James, méthodiste. Ces messieurs n'y étant pas allés, certaines commentaires furent lancés et à ce sujet, Mgr. Bruchési, interrogé par le "Witness" a exprimé une grande surprise de voir qu'on avait fait tant de bruit autour de cette affaire.

Monseigneur a dit qu'il était arrivé de Québec en compagnie du juge Lemieux, samedi matin, et ce n'est que dans l'après-midi, en lisant les journaux qu'il a appris que le juge Lemieux et le Dr Dubé devaient parler à l'assemblée tenue dans l'église Saint-James Methodist. Immédiatement il s'est mis en communication avec ces messieurs et leur a exprimé le désir qu'ils ne prononcent pas de discours à cette assemblée.

Le juge et le docteur, à leur tour, firent part aux messieurs qui les avaient invités à parler, du désir de Mgr Bruchési, à ce sujet. Dans la soirée même, l'échevin Carter, président de la Dominion Alliance, et M. Roberts secrétaire, se rendirent à l'archevêché. Mgr Bruchési leur déclara qu'il ne pouvait pas permettre à des Catholiques de parler dans une église Protestante, et particulièrement, un dimanche soir, immédiatement après une cérémonie religieuse, où tous les congréganistes seraient présents; et quand le ministre lui-même devait présider l'assemblée. Ceci serait un exemple dangereux, qui pourrait être très mal interprété par ses ouailles.

Cette manière d'agir de sa part, n'était tout simplement qu'une question de discipline. D'après les traditions de l'Eglise, les Catholiques ne doivent pas prendre la parole dans un temple Protestant. Monseigneur ne pouvait pas permettre à un catholique de parler dans un temple protestant, plus qu'il n'aurait demandé à un protestant de prêcher dans une église Catholique.

De plus, Mgr. Bruchési craignait que les commentaires qui auraient pu s'en suivre ne fassent plus de tort que de bien à la grande cause à laquelle les deux partis travaillent.

MM. Carter et Roberts ont dit, que leur intention était de démontrer l'union existant entre les catholiques et les protestants concernant le mouvement antialcoolique. Mgr Bruchési a répondu que personne ne doutait de la chose, et que lui-même serait très heureux de voir des catholiques parler devant une assemblée protestante, qui serait tenue dans une salle publique. M. Roberts demanda alors si Sa Grandeur avait quelque objection à ce que lui-même parlât au Monument National. L'archevêque a répondu qu'il serait très heureux de l'entendre.

Messieurs Carter et Roberts ont accepté ces explications, et ont parfaitement compris dans quelle position Monseigneur se trouvait et ils ont même exprimé leur regret de ne l'avoir pas consulté avant d'envoyer leurs invitations à l'hon. juge Lemieux et au Dr Dubé.

Le budget anglais

LE BUDGET, REJETE PAR LES LORDS, EST REINTRODUIT AU PARLEMENT, PAR LE CHANCELIER DE L'ECHIQUIER.

Londres, 20 —Les Lords ayant rejeté le budget de l'an dernier, M. David Lloyd George l'a ramené hier devant la chambre des communes et cette réintroduction a été l'occasion d'un discours où le ministre a résumé la situation. Il a déclaré que le déficit actuel de $131,240,000 serait plus qu'effacé lorsque toutes les taxes et arrérages de taxes seront payés et qu'il y aurait, même un surplus de $14,800,000. Il a ajouté que si le budget avait été voté l'année dernière, on aurait eu un surplus de $21,000,000.

Le Chancelier de l'Echiquier a fait remarquer que la consommation du whisky avait diminué de 32 pour cent et il a attribué cette diminution aux droits supplémentaires imposés à la fabrication des alcools. Le revenu total provenant de la fabrication et de la vente des spiritueux représente une somme de $14,000,000.

Feu Mme Perdriau

Madame Perdriau, née Marie Gibouin mère de M. Henri Perdriau, vient de mourir à Saint-Martin de Beaupréau, en France. Mme Perdriau vivait retirée chez les religieuses Hospitalières de S.-Joseph où elle est décédée.

Les mercredis de Laval

M. du Roure, le professeur de littérature française à Laval, donnera ce soir sa dernière conférence de la saison sur l'idée de patrie dans la poésie du XIXe siècle.

Il faut espérer que l'auditoire nombreux et distingué qui a applaudi M. du Route au cours de ses conférences précédentes lui fera ce soir une chaleureuse fête.

Il se fracture la cuisse

En essayant de se hisser dans une voiture de livraison, hier après-midi, à l'angle des rues des Carrières et Sanguinet. Léon Perreault, un enfant de 6 ans dont les parents habitent 58 rue Sanguinet, a fait une chute et s'est fracturé la cuisse.

Il a été transporté d'urgence à l'hôtal Notre-Dame, où sa fracture a été réduite.

Tabac à Fumer
PRAIRIE
Doux et Agréable au Goût.

PROMENADE

La promenade est chose plaisante pour celui qui porte correctement un habit correct.

Les Habits
Fashion-Craft

revendiquent la correction absolue dans les moindres détails.

Tous les genres désirables de vêtements pour hommes, au point de vue du confort et de l'élégance, se trouvent au nombre des modèles Fashion-Craft pour 1910.

Rien n'a été épargné en vue d'obtenir des résultats complets et parfaits.

Le Complet avec Paletot-Sac à 2 Boutons dont nous publions la figure ci-contre donne au jeune homme soucieux de bien paraître, une tournure simple et élégante.

Prix à partir de $15, mais $25 est un prix populaire chez les personnes qui apprécient une bonne valeur et l'avantage de vêtements conservant leur forme initiale.



Les magasins "Fashion-Craft"

231 RUE ST-JACQUES, MAX. BEAUVAIS, Gérant.
469 STE-CATHERINE EST, A. ROY, Propriétaire.
470 STE-CATHERINE OUEST, A. TEMPLE, Gérant.
19 CARRE PHILLIPS, HOLCOMB, BROWNIE & CIE, Prop.

PETITES ANNONCES

COUTURIERE

On demande une bonne couturière dans les vestes de pratique, sachant faire les boutonnières. Position permanente. S'adresser à Geo. Gagnon, 122 rue Ste-Catherine Ouest. 85-6

POSITION DEMANDEE

Un homme de 40 ans, célibataire, connaissant le plein-chant, pouvant fournir de bonnes références, demande place comme sacristain. Ecrire à Dépt D. le "Devoir." 86-3

A VENDRE

Histoire de la langue et de la littérature française par Petit de Julleville. Volumes neufs. Prix: $54.00. Vendra $30.00. Ecrire à M. C. A. "Le Devoir." 85-6

A VENDRE

1.—Safe-armoire, hauteur 5 pieds, largeur, 4 pieds.
2.—Une bibliothèque 9 x 9. S'adresser à 62 S.-Jacques ou 1845 Notre-Dame Ouest, Montréal. 81-6

A LOUER

Un flat moderne, fini à neuf, au No 945 S.-Denis. S'adresser, Arcand Frères, 181 Boulevard S.-Laurent. Tél. Est 2625. 85-6.

A LOUER

Cinq logements: Nos 17, 23, 29, 37 et 39 Carré Parthenais, bains et water closet; $13.00 par mois. S'adresser à L. Bélanger, notaire, No 20 rue S.-Jacques.

ON DEMANDE A LOUER

pour l'été une maison meublée, de plusieurs appartements. Place de pêche de préférence et avec facilité de transport de Montréal. S'adresser à A. D. Dupont, "Le Devoir," 71a S.-Jacques. 84-6.

MEDECIN

Très belle clientèle de médecine à céder, avec commerce de Pharmacie.—Rapport annuel moyen $3,000.00, avec perspective d'augmentation. Dans un beau centre agricole, à proximité des centres industriels de GRAND'MERE et SHAWINIGAN FALLS. Conviendrait particulièrement à un médecin pouvant développer une spécialité quelconque: Chirurgie, etc., avec perspective d'un revenu annuel de $5,000.00. S'adresser par lettre à Dépt. A "Le Devoir", 71a S.-Jacques. 72-n

Trains de Banlieue

Pour permettre aux voyageurs de prendre leurs résidences d'été le plus tôt possible, le Grand Tronc annonce que le service d'été entre Montréal et Vaudreuil et gares intermédiaires, qui fut si apprécié l'an dernier, commencera le dimanche 24 avril 1910 et sera presque le même que l'an dernier, excepté que les trains de 1.30 et 1.36 p. m., pour Vaudreuil, le samedi seulement partiront à 1.20 p.m. et 1.30 p.m. respectivement, afin d'arriver au lac plus tôt dans l'après-midi. Des horaires donnant tous les renseignements, seront émis dans quelques jours. Dans l'intervalle, adressez-vous pour tous renseignements à M. W. H. Clancy, C. P. et T. A., 130 rue S.-Jacques, Phone Main 6905.

EN CALE SECHE.

Le steamer "Carlton" est en cale-sèche à Kingston. Il était en route pour la Baie de Quinte, avec une cargaison de ciment, quand il frappa un récif, qui creva sa coque. Un scaphandrier est à l'ouvrage pour localiser la blessure.



Un fameux dejeuner pour toute la famille

Tout ce qu'il y a de plus nutritif dans la plus belle variété d'avoine au monde, l'Avoine du Manitoba, se trouve réuni dans la

Farine d'Avoine OGILVIE

Sous la forme de la traditionnelle soupane des vieux Canadiens

Un aliment fortifiant de beaucoup supérieur à la viande et infiniment plus hygiénique pour les jeunes comme pour les personnes âgées. En vente partout.

The Ogilvie Flour Mills Co., Ltd. Montreal et Winnipeg.

LA BANQUE D'HOCHELAGA

FONDEE EN 1874

Capital autorisé	$4.000,000.00
Capital payé	2,500.000.00
Fonds de réserve	2,300.000.00
Total de l'actif, aude-là de	22,000.000.00

DIRECTEURS:

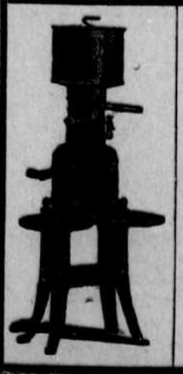
F. X. ST. CHARLES, Ecr. - - Président,
Robt. BICKERDIKE, Ecr M. P. - - Vice-Président,
Hon. J. D. ROLLAND, J. A. VAILLANCOURT, Ecr. A. TURCOTTE, Ecr
E. H. LEMAY, Ecr. J. M. WILSON, Ecr.

M. J. A. PRENDERGAST, gérant général. F. G. LEDUC, gérant.

Bureau Principal, Montreal
35 Succursales

Affaires de Banque en général, transigées avec soin, promptitude et économie, en Europe, aux Etats Unis et au Canada.

Emission de lettres de crédit et de chèques de voyageurs, payables dans toutes les parties du monde.



Le Séparateur "DOMO"
LE MEILLEUR, LE MOINS CHER.
Agents demandés partout.
PRIX DE DETAIL

Nos	Capacité	Pour jusqu'à	Prix sans banc
B	110 Lbs	2 vaches	$15.00
O	150 "	5 "	20.00
			Prix avec banc.
1	200 "	8 "	30.00
2	280 "	10 "	35.00
3	450 "	15 "	50.00
4	600 "	25 "	65.00

Catalogue et liste de prix sur demande.
S'adresser à
Les Séparateurs "DOMOS",
ST-HYACINTHE.

Chronique Sportive

LE MARATHON DE BOSTON: UN ACADIEN REMPORTE LA PALME.— LE BASE-BALL: LES ROYALS COMMENCERONT LEUR SAISON, JEUDI. — DANS LES LIGUES MAJEURES. — LES COURSES: LA PROCHAINE REUNION A BLUE BONNETTS. — LA LUTTE: TREMBLAY ET BILLITER, CE SOIR, AU PARC SOHMER. — BLOC-NOTES.

LE MARATHON DE BOSTON

Un coureur canadien, venu de la Nouvelle-Ecosse, remporte la palme.

Boston, 19. — Pour la quatrième fois, en 11 ans, un coureur canadien a gagné le marathon de Boston.

Malgré l'état boueux de la piste, la quatorzième épreuve annuelle de cet évènement classique, disputé hier et organisé par l'Association Athlétique de Boston, fut un succès.

On estime à environ 200,000 le nombre des spectateurs échelonnés le long des 26 milles du parcours, d'Ashland, Mass. à Boston.

Le résultat a été un véritable triomphe pour les coureurs canadiens qui figuraient au nombre de 13 sur la liste des inscriptions.

Trois d'entre eux figuraient parmi les sept premiers.

Cameron gagne, mais bien que n'ayant fini que 3e., Crokey a des droits indiscutables aux honneurs de la journée pour avoir été le meneur durant les deux premiers milles, la partie la plus difficile de la course, alors que les 200 coureurs étaient frais.

Si l'on considère le mauvais état de la piste, le temps de Cameron est fort rapide, puisqu'il n'est que d'environ quatre minutes plus lent que le record établi par Longboat.

Cameron faisait hier sa première course de 25 milles, n'ayant couru jusqu'ici que dans des épreuves de dix milles.

Son plus notable exploit fut accompli le Jour d'Action de Grâces de 1909 alors qu'il établit un nouveau record canadien pour dix milles, couvrant cette distance en 54 minutes et 46 secondes.

Le pouvoir d'endurance déployé par Domar, le jeune Bostonnais, qui est arrivé second, une minute seulement en arrière de Cameron, a été l'un des points saillants de la course. Demar n'est âgé que de dix-huit ans.

Corkery, le meneur des deux premiers milles, fut le plus dangereux concurrent de Cameron durant 22 milles du parcours. Il finit troisième, environ cinq minutes derrière Demar. Il chancelait à la fin de la course et menaçait de s'affaisser à chaque pas qu'il faisait. Son courage et sa tenacité ne se démentirent pas, toutefois, et il parvint à se tenir sur ses jambes jusqu'à la ligne d'arrivée.

A quatre milles du point de départ, après que 27 coureurs eurent traversé la voie ferrée à South Framingham, un long convoi de fret passa en travers des coureurs, forçant les devanciers aux arrêts et ruinant les chances de plusieurs. Cet incident que l'on aurait dû prévenir jette, d'après certaines gens, en quelque sorte une ombre sur la victoire de Cameron.

Vainueur

Fred. L. Cameron, d'Amherst, N.-E.

Parcours

D'Ashland, Mass., à Boston.

Temps

2 heures, 28 minutes, 52 3-5 secondes.

Record

2 heures, 24 minutes, 24 secondes établi par Tom Longboat en 1909.

Classement

F. L. Cameron, Amherst, N.-E., 1er.
Clarence H. Demar, Boston, Mass., 2e.
James J. Corkery, Toronto, Ont., 3e.
John R. Roe, Toronto, Ont., 4e.

Sept coureurs canadiens sont placés parmi les premiers dix-neuf. R. E. McCormark, de Toronto, est 11e, Chs Cooke, de Hamilton, 16e, John G. Near, de Toronto, 17e, et Gordon W. Wolfe, de Dartmouth, N.-E., 19e. Robillard, de Montréal, n'est pas mentionné dans les dépêches.

LE BASE-BALL

Les Royals sont arrivés à New-York, hier, et attendent maintenant l'ouverture de la saison.

New-York, 19. — Les joueurs du club Montréal sont arrivés aujourd'hui, et demeureront ici jusqu'à l'ouverture de la saison, qui doit avoir lieu jeudi, à Jersey City. Le gérant Barrow s'est rendu à Philadelphie, pour y rencontrer Geo. Stallings, gérant des New-York, ligue américaine, en vue de l'engagement de deux joueurs de ce club qui doivent figurer sur l'équipe canadienne, cette année.

Curtis et Kommers ont rallié le club, aujourd'hui. Le premier fera probablement tout l'ouvrage, comme catcher, d'ici le rétablissement de Krichell.

Barrow a déclaré ce soir, avoir conclu des arrangements pour l'obtention de deux joueurs d'un club de ligue majeure.

Corcoran restera avec Montréal, les négociations entamées avec Cincinnati à son sujet, n'ont eu aucun résultat.

Le gérant des Royals a donné comme suit les noms de ceux qui joueront jeudi, et les positions qu'ils rempliront:

Nattress, s.s.; Joyce, l.f.; Yeager, 3e but; Corcoran, r.f.; Kommers, c.f.; Cockill, 1er but; Smith, 2e but; Curtis, c.; Wiggs ou Keefe, p.; Wiggs sera probablement dans la boîte.

Le président Licktenhein, du Montréal, assistera à la partie d'ouverture.

DANS LES LIGUES MAJEURES

Dans la ligne nationale, toutes les parties ont été remises à cause de la pluie. Voici les résultats, dans la ligue américaine:

LIGUE AMERICAINE

Philadelphie, 19. — Philadelphie-New-York. Partie remise.—Pluie.

Boston, 19. — (Partie du matin) — Le maire F. Fitzgerald a présidé à l'ouverture de la saison de la ligue Américaine en cette ville. Il lança la première balle devant 15,000 personnes, anxieuses de voir le club local à l'oeuvre.

Celui-ci joua une partie exempte d'erreurs et triompha par un score de 2 à 1.

Score:

		R.	H.	E.
Washington . . .	001000000—	1	3	2
Boston	10100000x—	2	5	2

Oberlin et Street; Cicotte et Carrigan. Arbitres: Dineen et Connolly.

Boston, 19. — (Partie de l'après-midi). L'assistance la plus nombreuse qui ait vu une joute de base-ball à Boston, était présente à la partie de l'après-midi entre le club local et les Sénateurs. Les visiteurs eurent l'vantage de deux points jusqu'à la neuvième reprises. Les joueurs locaux favorisés par la chance reçurent un but sur balles en cadeau, puis firent ensuite trois hits qui leur donnèrent la partie. Score:

		R.	H.	E.
Washington . . .	001100020—	4	6	1
Boston	000000203—	5	9	2

Johnston et Street; Halo, Wood et Carrigan. Arbitres. Connolly et Dineen.

Chicago, 19. — Cleveland a défait Chicago cet après-midi par un score de 2 à 1, dans une partie de douze innings. Les deux clubs enregistrèrent chacun un point à la onzième inning. Les "singles" de Turner et de Lajoie, et le coup placé dans "l'infield" par Lord firent scorer le point décisif. Bradley fut expulsé de la partie à la première inning pour avoir critiqué l'arbitre Perrine. Score:

		R.	H.	E.
Chicago	000000000010—	1	6	1
Cleveland . . .	000000000011—	2	5	0

Smith et Payne; Berger et Bemis. Arbitres: O'Loughlin et Perrine.

POSITION DES CLUBS

	G.	P.	Pourc.
Boston	3	1	.750
Cleveland	3	1	.750
Détroit	2	2	.500
New-York	1	1	.500
Washington	2	3	.400
Chicago	1	2	.333
S.-Louis	1	2	.333
Philadelphie	1	2	.333

LA PROCHAINE REUNION A BLUE BONNETTS.

Tel qu'il a été annoncé déjà le Montreal Jockey Club a décidé de ne faire disputer que quatre stakes à sa prochaine réunion du printemps à Blue Bonnetts. Les blancs d'enregistrement dans le Kindergarten, le Windsor Motel Cup, le Jacques-Cartier et le Steeple du Prince de Galles ont été adressés hier soir aux éleveurs.

Le Kindergarten est une épreuve à réclamer réservée aux deux ans et dotée d'une bourse de $1,000 en plus des honoraires d'entrée et de départ.

Le deuxième du classement recevra $200 et le troisième $100; le vainqueur sera vendu à l'encan pour $3,000 et recevra 5 livres de décharge s'il est entré à $2,000 et une livre de décharge pour chaque $100 de diminution jusqu'à concurrence de $800. Le prix de vente devra être enregistré à midi, le jour qui précèdera la course. La distance sera de 5 furlongs.

Cette épreuve sera courue pour la quatrième fois, et réunira sans doute les meilleurs deux ans du circuit canadien. Larikin, à M. Thomas Clyde a été le premier triomphateur dans cette épreuve contre un champ de cinq partants. Bien pilotée par Diggins et chargée à 109 livres, cette petite pouliche courageuse franchit cette distance en 1.1 4-5. En 1908, Tony W. à M. Weber franchit le parcours en 1.01 1-5,, avec quatre livres de décharge sur Larikin.

Busy, à M. Wm. Garth, maintenant la propriété de M. Lorne McGibbon de cette piste passa le premier sous le fil avec Musgrave en monte et une charge de 107 livres. Son temps fut de 1.01 2-5. Le gagnant reçut $700 en 1907 et 1908, mais la somme totale de $1,3055 lui revint en 1909.

La Coupe de l'Hôtel Windsor, fut disputée pour la première fois le printemps dernier. Les conditions de cette épreuve n'ont pas été modifiées. La somme de $1,200 plus les honoraires d'entrée et de départ vont au gagnant, tandis que le deuxième et le troisième reçoivent respectivement $200 et $100 chacun. Cette coupe d'une valeur de $500 est offerte par la Cie de l'Hôtel Windsor, et doit être gagnée deux fois de suite par un cheval avant de devenir la propriété définitive de son éleveur.

Arondack, à Madame James McLaughlin gagna le premier ce magnifique morceau d'orfèvrerie.

McIntyre le pilota avec maitrise et lui fit faire le parcours du mille et un huitième en 1.58 sur une piste très lourde.

Le champ comprenait quatre partants: Hanbridge se classa second devant Guy Fisher et Michael Angelo dans l'ordre de mention.

Les stakes Jacques-Cartier, à réclamer, ont toujours été une attraction très populaire.

Le programme de l'an dernier comportait 74 enregistrements dans cette course. Réservée aux chevaux de 3 ans et plus et dotée d'une bourse de $1,200, dont $200 vont au deuxième du classement et $100 au troisième, cette épreuve sera encore cette année l'évènement de la saison. Le prix de réclamation a été fixé à $2,500 avec des rendements jusqu'à concurrence de $800. Le vainqueur de l'an dernier a remporté une bourse de $1,700. Centre Short fut l'heureux gagnant avec 106 livres de chargement et Mentry en monte. Son temps fut de 1.42 2-5. Donald McDonald prit la deuxième place, Redmore le suivit et Juggler passa troisième sous le fil. Le vieux Niblick, à M. Henry Mason fut le premier gagnant de cette épreuve en 1907, avec 85 livres de chargement. Goes Fast, à M. J. S. Flynn, chargé de 85 livres et piloté par Francis, gagna l'année suivante dans le temps rapide de 1.39.

Le Steeple du Prince de Galles est un handicap doté d'une bourse de $1,200, dont $200 vont au second et $100 au troisième du classement. Les pesanteurs devront être publiées trois jours avant la course. La distance sera de 2 1-2 milles.

Touchwood, à M. D. Dunlop, mena son champ dans cette épreuve en 1908, et gagna en 5.10. Saffel le pilotait avec 143 livres de chargement.

Kara, à M. J. W. Colt, gagna facilement l'an dernier devant un champ de six prtants, en 5.31 3-5. Byzantine, Expansionist et Touchwood le suivirent dans l'ordre de mention devant les Commissaires.

On voit qu'il y a diminution dans le nombre des stakes, mais d'autre part, la liberté dont le Montreal Jockey Club fera preuve, dans la dotation des courses ordinaires, contrebalancera cet état de choses, et y compensera fortement.

Cette politique de diminution du nombre des stakes sera compensée par la libéralité dont le Montreal Jockey Club fera preuve dans la dotation des courses ordinaires. Il est question d'organiser un certain nombre de handicaps dotés de bourses de $600 et $700, mais aucune bourse ne sera moindre de $400 ajoutée aux souscriptions, et plusieurs atteindront même $500. En suivant ce système, le Montreal Jockey Club s'attend à pouvoir organiser une réunion qui donnera satisfaction au public.

Celui-ci peut être certain que cette réunion de courte durée lui donnera toute la satisfaction désirée. Les courses au clocher recevront encore toute l'attention du Jockey Club, et, il y en aura au moins une inscrite au programme de chaque jour.

CE SOIR AU PARC SOHMER

Billiter et Tremblay seront aux prises, dans un match fort intéressant

La séance de lutte de ce soir, au parc Sohmer, sera certainement l'une des plus intéressantes que nous ait fournies le Club Canadien. Le match de ce soir fait un pendant splendide à celui de vendredi dernier; il peut être gros de conséquences et remettre dans un avenir rapproché, le championnat en d'autres mains.

On sait toutes les difficultés que Tremblay eut à surmonter pour vaincre Billiter, lors de sa dernière rencontre avec lui. Personne n'a oublié toute la science que déploya Billiter ce jour-là, dans sa défense.

Depuis ce jour, le fameux lutteur américain rêve de pouvoir prendre sa revanche. C'est donc dire qu'il réserve peut-être des surprises, à nombre d'amateurs.

Malgré les frais considérables nécessités par l'engagement de tels hommes, le tarif de ce soir sera accessible aux bourses modestes. En prévision de l'affluence, la location est ouverte depuis hier au Café Métropole.

Que l'on se rende donc en foule au parc Sohmer, ce soir. Le spectacle en vaut plus que la peine.

BLOC-NOTES

La ligue de cross ujnior sera formée demain. Celle des Intermédiaires, samedi.

—James J. McCaffery, de Toronto, a réuni un bon contingent de joueurs, pour son marathon du 7 mai prochain. Voici quelques noms: Ljunstrom, Johansen, Meadows, Holmer, Sellen, Acoose, Marsh, Red Hawk, Crawley, Crooks, St-Yves, Dorando.

—Ce soir, à la salle Lahaise, aura lieu la distribution des prix aux vainqueurs du récent tournoi de quilles, sous les auspices du National. Cette distribution se fera entre huit et neuf heures.

Tous les joueurs qui ont pris part au tournoi et tous les amateurs du jeu de quilles en général sont invités à aller applaudir les vainqueurs.

—Six chars de chevaux quitteront Jacksonville aujourd'hui pour le Canada. Les porte-casaques de MM. Clopton et R. D. Williams seront prochainement à Montréal.

LIONEL SYLVESTRE.

Tabac à Fumer
PRAIRIE
Doux et Agréable au Goût.

Tabac à Fumer
PRAIRIE
Doux et Agréable au Goût.

Politique Anglaise

O'BRIEN, LE CHEF NATIONALISTE, AUX PRISES AVEC LLOYD GEORGE, LE CHANCELIER .DE L'ECHIQUIER.

Londres, 20 avril. — Il y avait foule hier, à la Chambre des Communes, pour entendre les déclarations de M. William O'Brien, un des chefs du parti Nationaliste Irlandais, au sujet de la fameuse entrevue avec le Chancelier M. Lloyd-George. Le Prince de Galles et un grand nombre de Pairs d'Angleterre s'étaient rendus à la Chambre et dans la galerie des étrangers on remarquait un grand nombre d'ambassadeurs et de ministres plénipotentiaires.

On se souvient que M. William O'Brien avait fait certaines déclarations au sujet des promesses faites par le Chancelier, au nom du Gouvernement, si le parti Nationaliste votait en faveur du budget. M. O'Brien avait dit à une réunion à Cork, qu'après sa première entrevue avec M. Lloyd-George, il avait écrit au Chancelier, lui expliquant ce que les Irlandais exigeaient pour leur appui du budget.

M. O'Brien a déclaré que dans la suite il avait eu une seconde entrevue avec M. Lloyd-George et qu'il avait lu à haute voix la lettre en question en présence du Chancelier.

M. Lloyd-George aurait affirmé qu'il n'avait jamais reçu cette lettre, ni qu'elle ne lui avait jamais été lue et le chef nationaliste aurait alors déclaré qu'il lui répondrait devant la Chambre des Communes.

M. O'Brien a commencé par dire que le jour après avoir fait sa déclaration à la Chambre, le 22 février, on lui avait demandé de rencontrer un personnage haut placé du gouvernement, et qu'il avait discuté la question pendant une heure avec cet homme. On l'avait ensuite prié de voir le chancelier M. Lloyd-George. Il avait eu une entrevue avec ce dernier à la résidence d'un des membres du Cabinet. A cette entrevue, M. Lloyd-George aurait dit que ses vues ne différaient en rien de celles des amis de M. O'Brien, au sujet du budget et du rachat des terres et il aurait demandé au chef nationaliste de lui soumettre ses demandes par écrit, tout en promettant de les mettre sous les yeux de MM. Redmond, John Dillon et T.-P. O'Connor, afin d'essayer d'en arriver à une entente.

"Lorsque j'ai su, continue M. O'Brien, que les chefs nationalistes refusaient de me rencontrer, j'ai décidé de rendre la chose publique. J'ai lu la lettre, au Chancelier, lors de ma seconde entrevue, mais M. Lloyd-George, profitant de ce qu'aucun témoin n'assistait, nia jamais avoir su ce que contenait cette lettre. Maintenant dit M. O'Bien, en présence d'une aussi insigne mauvaise foi, je soumets toute la question au jugement impartial de ceux qui connaissent le Chancelier et qui me connaissent."

"Je ne puis, à la suite d'une pareille divergence honteuse entre les déclarations privées et des actes publics, savoir quelle idée se fait le chancelier de l'honneur qui doit régir un honnête homme, mais je puis dire sans me tromper, que son code d'honneur n'est pas le mien. J'ai peut-être eu tort de me confier au Chancelier sans exiger la présence de un ou plusieurs témoins. Au lieu d'obtenir des concessions importantes, l'Irlande n'obtiendrait rien que quelques misérables miettes de la table du trésor. Si l'on doute de la véracité de mes paroles, je propose qu'on institue une commission chargée de faire une enquête."

M. Lloyd-George s'est levé aux applaudissements du parti ministériel et a dit que M. O'Brien a parlé de cette partie de la question qui le mettait, lui, M. O'Brien, sous le meilleur jour. "Je dois me fier à ma mémoire, dit-il, pour me rappeler ce qui s'est passé dans une entrevue privée et lui seul est coupable d'une pareille indiscrétion."

"M. O'Brien a des amis dans la presse tory de son pays (cris de "Qui sont-ils?"). Ce sont ceux qui ont applaudi les paroles du chef Nationaliste quand il s'attaquait à l'honneur et à la dignité d'un ministre de la Couronne. Voilà comment ils entendent la justice. Ils ont applaudi avant d'entendre la défense du ministre accusé."

"Lors de la seconde entrevue, M. O'Brien a lu ce qu'il prétendait être un memorandum de ce qui s'était passé à la première entrevue, mais je l'ai arrêté, dès le commencement, lui faisant remarquer que je n'avais jamais fait de promesses et que de plus je n'étais pas en état d'en faire. Si M. O'Brien avait une lettre à m'écrire, il aurait dû me l'envoyer."

"J'avais à cœur d'éviter une querelle entre deux démocrates. Je n'ai aucun regret de ce que j'ai fait et je demande à la Chambre de déclarer qu'elle croit ce que je viens de dire."

"Je n'ai jamais reçu de lettre de M. O'Brien, a ajouté le Chancelier. Je n'ai jamais entendu parler de cette lettre avant de la lire dans les journaux. Je ne me souviens pas du tout que le chef nationaliste m'ait jamais lu une lettre."

Melle Priestland serait retrouvée

La Sûreté croit avoir retrouvé Mlle Priestland, disparue il y a quelques semaines, de si mystérieuse façon, et au sujet de laquelle toutes les recherches avaient été jusqu'ici infructueuses.

On a suivi ses traces jusqu'à Moncton, dans Nouveau-Brunswick, et on la croit dans l'Ile du Prince-Edouard.

TABAC à FUMER
CALABASH


Un humecteur en dedans de chaque couvercle.

Une boite de	2	oz. coûte	20c
" " "	4	" "	40c
" " "	8	" "	75c
" " "	16	" "	$1.50

DOMINION COAL CO.
LIMITED
MINEURS ET EXPEDITEURS DE CHARBON DOMINION pour VAPEURS
Criblé, brut (run of mine), mélangé (slack)
Pour renseignements s'adresser aux BUREAUX DE VENTE,
112 Rue S.-Jacques, Montréal. Téléphone Main 4491.

DOCTEUR J.-A. ST-DENIS
Maladies des yeux, du nez, de la gorge et des oreilles.
T. Est 329, 133 Rue Cherrier, Montréal.
1-mer-v. ino

LE Dr. G. H. DESJARDINS
Spécialiste pour les MALADIES DES YEUX
502 Rue St-Denis. Tél. Est 1840

Drouin, Drouin & Drouin
F.X. Drouin F. O. Drouin Paul Drouin
AVOCATS
Bureaux d'affaires: 116, Cote de la Montagne, T. 3348 — 181, Rue St-Joseph, T. 2518.
QUEBEC.

CANADIAN NORTHERN
The Royal Line
Nouveaux paquebots à triple hélice et à turbines. Le type le plus moderne.

De Bristol	Départs	De Montréal
12 mai	ROYAL EDWARD	26 mai
26 mai	ROYAL GEORGE	9 juin
9 juin	ROYAL EDWARD	23 juin
23 juin	ROYAL GEORGE	7 juin

et tous les jeudis suivants
LA ROUTE RAPIDE ENTRE LE CANADA ET LA GRANDE-BRETAGNE
Pour tout renseignement au sujet des taux et des cabines à réserver, s'adresser à n'importe quel AGENT DE LA COMPAGNIE ou à GUY TOMBS, Agent Général des Passagers, C. N. Q. Ry., Edifice de la Banque Impériale, Montréal, ou à A. H. DAVIS, agent des Passagers de la Canadian Northern Steamship Company.

GRAND TRUNK RAILWAY SYSTEM
TRAINS DE BANLIEUE
Le Grand Tronc annonce que le service d'été entre Montréal et Vaudreuil et gares intermédiaires commencera dimanche, 24 avril 1910 et sera presque le même que l'an dernier; excepté que les trains de 1.30 et 1.36 p.m. pour Vaudreuil, le samedi seulement, partiront à 1.20 p.m. et 1.30 p.m. respectivement. Des horaires donnant tous les renseignements seront émis dans quelques jours.

EXCURSION DE COLONS
Billets d'excursion de colons aller et retour pour l'Ouest Canadien via Chicago, en vente les 3, 17 et 31 mai; 14 et 28 juin; 12 et 26 juillet; 9 et 23 août; 6 et 20 septembre, à prix très réduits.

L'OUEST DU CANADA
Les meilleures terres dans le monde se trouvent le long de la ligne du Grand Tronc-Pacifique dans les provinces du Manitoba, de l'Alberta et de la Saskatchewan. Brochures explicatrices, avec magnifiques cartes gravées, donnant tous les renseignements sur les "homesteads" gratuits, comment les obtenir, sont données sur demande à tous les bureaux de billets du Grand Tronc Pacifique.
Bureau des billets, en ville: 130 rue S.-Jacques. Tél. Main 6905, 6906, 6907, ou à la gare Bonaventure.

Montréal - Valleyfield

Le Grand-Tronc annonce qu'à partir de samedi, le 23 avril, le train quittant Montréal à 5.15 p.m., ira jusqu'à Valleyfield et arrivant à 6.59 p.m. Au retour quittant Valleyfield à 8.00 a.m. le lundi arrivant à Montréal à 9.45 a.m. Le service se continuera tous les jours, excepté le dimanche, jusqu'à nouvel ordre.

Feu C. B. Saint-Pierre

Trois-Rivières, 20. — Les funérailles de M. Charles Borromée Saint-Pierre ont eu lieu lundi dernier à la Cathédrale.

M. Saint-Pierre mourût vendredi après une belle carrière, à l'âge de quarante-neuf ans et six mois. Il s'était longtemps occupé des luttes du parti conservateur. Il laisse une veuve et cinq enfants, MM. Charles-Elphège, comptable à la Dominion Transport Co., Montréal; Armand, de la maison F.-X. Beaudry, Fils, de Trois-Rivières, Melles Blanche, Berthe et Rhéa Saint-Pierre.

Aux funérailles, le deuil était conduit par ses deux fils.

Les porteurs étaient: MM. Hector Godin, Adélard Gaithier, Arthur Parent, Pierre Dupont, Cyrille Rouette et Edmond Bellefeuille. On remarquait dans le cortège, MM. le sénateur Montplaisir; J.-A. Tessier, député à la Législature; N. Martel; J.-A. Désy et J.-A. Comeau, avocats; les docteurs L.-P. Normand et Duval; les notaires L.-E. Normand et L.-J. Destolaire; Thomas Tebbett; N. Godin; A. Teasdale; Jos. St-Pierre; Pierre Camirand; Edouard Bourque; John Ryan; N. Carignan; Charles Rousseau; Isaïe Dufresne; Charles Dion; R. Ferron; C. Descôteaux; Armand Pothier; C.-H. Craig; Napoléon Lord; H. Ricard; Lucien Lajoie; Charles Gauthier; Hector Camirand; Jos. Duchaine; Ed. Brown, l'échevin Michelin; Aimé Duchaine; Honoré Lord; Napoléon Duchaine; d'Yamachiche: MM. Geo. Duchesne, ex-maire; Arthur Descôteaux; et Thomas Drew; des Grandes Piles: M. le docteur Omer Camirand et M. Alfred Dufresne.

Les droits sur le bois de pulpe

LES ETATS-UNIS REMBOURSERONT LES DROITS PERCUS SUR LA PULPE PROVENANT DE QUEBEC ET ONTARIO.

Washington, 20.—M. Curtiss, le sous-secrétaire du Trésor vient d'annoncer que les droits d'entrée, chargés par les officiers de douane le long des frontières canadiennes, sur la pulpe manufacturée avec du bois de pulpe provenant de terrains privés dans les provinces de Québec et d'Ontario, seront remboursés. Un grand nombre d'entrées de douanes faites à Plattsburg, aux Chûtes Niagara, Buffalo et Ogdensburg sont concernées par cette nouvelle décision du département.

AVIS est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour d'avril 1910, constituant en corporation MM. Pierre Paradis, Ariste Boisvert, commerçants et manufacturiers, de la cité de Montréal, Zotique Primeau, Joseph Blain, Zéphirin Lauzé et Arthur Galarneau, fondeurs, du village de Chambly Canton, dans le comté de Chambly, dans les buts suivants:

Exercer le commerce et l'industrie de manufacturiers et fondeurs, et faire toutes affaires en général se rapportant à cette industrie;

Acheter, fabriquer et vendre tous objets ou articles se rattachant à ce commerce, tels que poêles, coffres-forts, et tous autres articles en métal de toutes descriptions, et exercer l'industrie de doreurs, argenteurs, nickeleurs, etc., ou tous autres ouvrages de même nature;

Eriger et construire des usines ou autres travaux, avec les machines nécessaires pour l'exercice des dits commerce et industrie; acquérir par achat ou autrement, vendre ou louer les dites usines, terrains ou machines ou autrement, en disposer aux conditions jugées convenables;

Acquérir et posséder tous les appareils nécessaires pour fabriquer et fournir le pouvoir moteur, la lumière et la chaleur qui seront nécessaires dans l'exercice du dit commerce ou industrie, et acquérir, vendre, louer les brevets d'invention, marques de commerce, procédés ou tous autres droits et privilèges se rapportant au dit commerce;

Acquérir par achat, bail ou autrement les biens mobiliers et immobiliers, clientèle, droits, privilèges, contrats et tout l'actif en général, meubles et immeubles, de toutes personnes ou compagnies faisant des affaires semblables, et en payer le prix soit en argent ou en actions libérées de la dite compagnie à être incorporée, ou en obligations ou autres garanties de la dite compagnie, tel que jugé à propos entre les parties, et en particulier acquérir tout l'actif mobilier, matériaux, outils, etc., machines, appareils, marchandises, clientèle, créances et tous biens meubles de nature quelconque faisant partie de l'actif de la société "Paradis & Boisvert", manufacturiers et fondeurs de Montréal, et de la société connue comme "La Fonderie de Varennes", et payer le prix convenu pour ces dits actifs au moyen d'actions libérées en faveur des intéressées dans les dits actifs et dans les dites sociétés;

Acquérir et posséder des actions ou autres garanties de même nature dans toutes compagnies faisant des affaires semblables et en payer le prix au moyen d'actions libérées dans la dite compagnie ou au moyen d'autres garanties de la dite compagnie;

Payer en actions libérées l'acquisition de tous brevets d'invention, marques de commerce, etc.;

Faire tous arrangements pour participation de profits, fusion, union d'intérêt et autres moyens de co-opération avec toutes personnes ou compagnies faisant des affaires semblables;

Faire toutes choses qui peuvent être nécessaires ou utiles pour atteindre les fins ci-dessus mentionnées, sous le nom de "Paradis & Boisvert, Incorporé", avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera à Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour d'avril 1910.

JOS. DUMONT
Sous-Secrétaire de la Province.
DORAIS & DORAIS,
Avocats des Requérants. 84-4

LE PACIFIQUE CANADIEN
TRAINS DE BANLIEUE
Il y a quelques changements importants dans le service des trains entre Montréal et Vaudreuil, Rigaud et Ottawa, commençant aujourd'hui.
Le service des trains de banlieue de la gare Viger commencera, en général, le dimanche, 8 mai, et restera presque le même qu'en 1909. Toutes informations seront données par M. A. E. Lalonde, agent de ville pour les passagers, 129 rue S.-Jacques. Phones Main 3732 et 3733.

WAGON-SALON ENTRE MONTREAL ET QUEBEC
Un wagon-salon circule entre Montréal et Québec attaché au train partant de la gare Viger tous les jours à 9 h. a.m.

EXCURSIONS DE
Chercheurs de Home
Manitoba, Saskatchewan et Alberta.
Mai 3, 17, 31
Juin 14, 28
Juillet 12, 26
Aout 9, 23
Sept. 6, 20, 1910.
BILLETS BONS POUR 60 JOURS
BUREAUX DES BILLETS EN VILLE, 129 rue S.-Jacques, près le Bureau de poste. Tél. Main 3732-3733 ou aux gares Windsor et Viger.

Ce journal est imprimé au numéro 71a, rue Saint-Jacques, à Montréal, par "La Publicité" (à responsabilité limitée). Henri Bourassa, directeur-général.

FEUILLETON DU "DEVOIR"

Contre le Flot

par Pierre LE ROHU

40

Quel mystère la mettait donc toujours sur sa route? Pourquoi ne le quittait-elle jamais, celle-là, si loyale, si confiante et si sûre Et lui-même, pourquoi sa pensée retournait-elle toujours à cette femme qui ne lui était rien, qui ne lui serait rien jamais?

Il se répétait cette affirmation, si cruelle qu'elle lui parût déjà, pour fuir le danger de nouveaux attendrissements, de nouvelles faiblesses.

Une sonnerie de clairon, encore lointaine, vint jusqu'à lui. Là-bas, à quelques centaines de mètres, sur une hauteur voisine de la campagne, les murs gris de la caserne apparaissaient à travers les branches nues des arbres. Il pressa le pas, salua un groupe d'officiers, croisa un peloton qui passait au pas gymnastique, et pénétra dans la cour du quartier.

Des soldats vêtus du bourgeron blanc exécutaient en cadence, au commandement bref d'un sergent, dont la figure d'enfant était à peine masculinisée par une ombre de moustache, des exercices d'assouplissement. Par la grande porte derrière lui, une compagnie rentrait.

D'un mouvement uniforme, elle s'aligna, pendant que les crosses heurtaient la terre en roulement. Des fourriers, la plume derrière l'oreille, se hâtaient. Une impression de force ordonnée se dégageait de tous ces hommes qui, par groupes, exécutaient des ordres différents, concourant à un but unique, le même, et qui émanaient d'une seule volonté respectée et obéie.

Peu à peu les officiers arrivaient; ils se tenaient sur le large perron de granit en face de la porte fermée de la salle d'honneur.

Quelques minutes d'attente passèrent pendant lesquelles la fumée bleue des cigarettes remplit, nuage léger l'air; puis dans la vaste cour, une silhouette maigre et droite se dessina. Quelques officiers, parmi les plus jeunes, murmurèrent: "Le colon". Il s'approchait, en effet, le visage comme de coutume, impassible et sévère. Lentement il gravit les marches du perron sur lesquelles ses bottes éperonnées faisaient un bruit d'acier, passa, comme s'il ne voyait pas, avec un geste machinal de salut, au milieu des troupes immobiles, et entra dans la grande salle.

Les officiers l'y suivirent et se placèrent en face de lui. Bernave, au dernier rang, s'appuyait pensif à la poignée de son sabre. Ses yeux faisaient le tour de la large pièce qu'ornaient, en dessins ingénieux, des baionnettes luisantes et des drapeaux aux hampes inclinées. Ils s'arrêtèrent, quelques instants, sur des noms tracés en lettres d'or aux quatre angles, les mêmes que ceux inscrits sur les drapeaux: Rivoli, Montmirail, Malakoff, Solférino. C'étaient les reliques du patrimoine de gloire et de bravoure laissé par les aînés, et comme dans un adieu où, sans pitié pour sa souffrance, on cherche, au contraire, ce qui peut la rendre plus douloureuse ou l'émouvoir, afin peut-être que le souvenir en demeure inoubliable, le jeune homme se rappelait le passé héroïque du régiment qu'il allait quitter, dont il était jusqu'à cette heure, le gardien et l'héritier.

Et, dans un rêve plus précis, donnant enfin une forme à sa vague et inquiète pensée en face des choses éloquentes et des symboles de vraie vaillance et de dévouement fécond, il souhaita, de toute sa force d'homme, d'ajouter, lui aussi, une page au grand livre du sacrifice. Mais où? Comment? Etait-il donc assez enfant pour croire encore que l'on fait sa destinée?

Il écoutait, songeur et ému, le colonel qui, debout de l'autre côté de la table qui le séparait des officiers, expédiait les affaires courantes, réprimandait, donnait des conseils et des ordres: "Manque de soin dans la tenue des chambres... hygiène, entrainement... qualités morales du soldat...

Le premier bataillon tirera à la cible aujourd'hui... tableau de service ordinaire pour les autres bataillons." Tout était prévu dans les plus minimes détails, les plus terre-à-terre quelquefois, et tout cela concourait comme une machine puissante dont tous les rouages, les plus insignifiants eux-mêmes, ont besoin d'être surveillés et actives, à la défense sacrée du pays. Soudain Bernave tressaillit et s'arracha à son rêve, à son désir vain.

Le colonel, de la même voix grave que paraissait voiler une ombre de tristesse, lisait, comme un ordre de service, le décret qui lui assignait un poste nouveau. Pas un mot de regret, pas un souhait d'au revoir n'accompagna la froide lecture. Puis, sans transition, prenant seulement une autre feuille posée devant lui comme s'il continuait le développement d'une même idée, la liquidation d'une même affaire, il continua: "Un avis du ministère de la guerre m'informe qu'un détachement envoyé en reconnaissance au sud de Mograr vient d'être massacré, la surexcitation des peuplades voisines rend ce poste très dangereux. C'est la mort probable et l'honneur certain. Le ministre demande, pour commander ce détachement, un officier de bonne volonté, robuste et énergique. Y en a-t-il un parmi vous qui veuille donner son nom?"

Dans le silence étonné et solennel qui suivit cette communication, une voix s'éleva:

—Moi!

Tous s'étaient instinctivement tournés vers Bernave qui, très droit, la main toujours appuyée au pommeau de son sabre, le regard ferme, restait immobile, sans une question, sans un mot.

Une flamme de triomphe éclaira une seconde les yeux si habituellement impassibles du vieil officier; et, simplement, sur le ton encore d'une note de service, comme s'il considérait que le sacrifice de la vie n'était que l'accomplissement du devoir, il dicta aux fourriers attentifs: "Le lieutenant Bernave demande le commandement du détachement qui doit opérer au sud de Mograr." Et, portant la main à son képi cerclé des cinq gallons d'or: "Vous êtes libres, Messieurs." De nouveau, il passa entre les rangs des officiers; mais, arrivé auprès de Bernave dont le regard ardent semblait chercher dans le sien une approbation, il prononça très haut: "Vous êtes un brave!", et il sembla à tous que ces paroles prenaient, à cette heure, sur les lèvres de leur chef coupées par une balle prussienne, un sens plus large et plus héroïque que la constatation ordinaire et toujours émouvante, cependant, du mépris d'un homme pour la mort du corps.

Dans une demi-exaltation que contenaient la présence de ses camarades, leurs félicitations auxquelles il s'efforçait de répondre, Bernave reprenait, à travers la ville, le chemin de sa maison Il avait hâte de se reconnaître, d'être seul, de vivre les impressions contradictoires qui, confusément et violemment, l'agitaient. Par un sentiment humain, il ressentait contre ceux qui l'entouraient, ses amis d'hier, ses amis de toujours, maintenant, ceux qui seraient fiers de dire:

"Nous étions très liés, il était au régiment avec moi", une sourde irritation et une rancune telle qu'il n'en avait point connues à l'heure récente de sa tristesse et de sa grande solitude. Il apercevait bien, pourtant, que la chaleur de leurs enthousiasmes, leur empressement affectueux, leurs éloges chaleureux et sincères, cachaient une gêne, celle de l'avoir méconnu, et tendaient à lui faire oublier cette méconnaissance et à en obtenir le pardon. Il comprenait que cela partait de coeurs généreux, et, malgré son effort, il ne pouvait se défendre contre l'amertume qui lui était montée au coeur, ni se départir d'une froideur hautaine. Oui, on le fêtait, on l'admirait, on l'entourait de respect, on lui pressait les mains, à lui, l'isolé, le dédaigné d'hier. Ah! s'il avait été vaillant, ce n'était pas quand il s'était offert pour le danger, mais plutôt à l'heure solitaire de la lutte où il s'était dit: "Je ne me battrai pas!" S'il avait été héroïque, c'était quand il était demeuré ferme dans sa résolution devant les railleries, les disgrâces, les mépris; devant les déchirements du coeur et l'abandon.

Il arriva ainsi au seuil de sa maison où ses camarades le quittèrent sur une dernière et plus chaude étreinte, et il s'apprêtait à monter dans sa chambre, pressé de se recueillir, de se retrouver, d'être à lui-même, enfin, quand une main, une fois encore, serra la sienne affectueusement. C'était Roubin qui disait, comme dans une demande de pardon: "Je comprends maintenant"; et, désignant le groupe des officiers qui s'éloignait: "Eux aussi ont compris". Et, à cette minute, la rancune contre laquelle Bernave n'avait pu se défendre s'évanouit et, pour la première fois, pour la première fois, il entrevit, avec une indulgence triste, le côté factice de la vie, celui des usages, des mensonges acceptés, des faux points d'honneur, des vanités et des sottises qui dénaturent le sens réel des choses et rapetissent le devoir ou le faussent.

(A Suivre)

REPARATIONS DE COURROIES
EN TOUT TEMPS.—OUVRIERS COMPETANTS
D. K. McLAREN, Limitée,
309-311 RUE CRAIG OUEST.
Main 4904-4905.

CALENDRIER

JEUDI, 21 AVRIL

Fête de saint Anselme, évêque et docteur.
Lever du soleil: 5 h. 07 ; coucher du soleil: 6 h. 52. Lever de la lune: 4 h. 14 (s.); coucher de la lune: 4 h. 25.
Premier quartier.

TEMPERATURE

Bulletin d'après le thermomètre de Hearn & Harrison, 10-12 rue Notre-Dame Est.
R. de MESLE, Gérant.

Aujourd'hui maximum......	60
Même date l'an dernier	45
Aujourd'hui minimum......	50
Même date l'an dernier......	27

8 h. matin, 29.70. 11 h. matin, 29.70
Midi, 29.70.

LE TEMPS QU'IL FERA
Nuageux avec averses.

CE SOIR

COURS ET CONFERENCES:

—A Laval.—Conférence de Littérature Française, par M. Du Roure. Sujet: "L'idée de patrie dans la poésie du XIXème siècle."

Le commerce à Joliette

Joliette, 20 avril.—La Chambre de commerce a fait lundi soir l'élection de ses officiers pour l'année 1910. Ont été choisis, MM. W. Pouliot, président, réélu; H. Beaumier, vice-président; Isidore Ducharme, secrétaire-trésorier; A. A. Boucher, E.E. Lépine, J.-E. Lalonde, Ulric Chaput et Georges Chevalier, directeurs.

A cette réunion de lundi, la Chambre a admis dix-huit nouveaux membres.

Cette organisation est très prospère et progresse très rapidement depuis quelques années. Le commerce de Joliette a pris une expansion considérable et tout fait prévoir que la ville conservera longtemps l'ère de prospérité qu'elle traverse actuellement. La Chambre de Commerce grâce à la bonne administration qui la dirige, a fait un grand bien à l'évolution industrielle et financière de la localité.

AUX TYPOGRAPHES

A une assemblée des officiers de l'Union Typographique Jacques-Cartier No 145, il a été décidé de faire un appel aux typographes et de les prier d'assister aux funérailles de notre regretté confrère M. J.-A. Rodier, qui auront lieu à l'église S.-Jacques, vendredi matin à 8 h. 30. Les membres devront se rendre avec leurs insignes au No 384 r. S.-André, à 8 h. 15 très précises.

OVILA GRANDMAISON,
Secrétaire.

Le sous-ministre de la marine de guerre

Ottawa, 20. — La rumeur dit que M. Hunter, sous-ministre des travaux publics deviendrait sous-ministre du nouveau département de la marine de guerre. Il aurait pour successeur, aux travaux publics, M. Rivet, député actuel d'Hochelaga. On ajoute peu de foi à cette nouvelle, ici, car on compte que M. Rivet sera plutôt nommé juge de la Cour Supérieure bientôt.

Un postier à l'hopital

M. G.-A. Piquette, 22 ans, fonctionnaire de l'Hôtel des Postes, a été pris hier, alors qu'il était au travail, d'une violente hémorrhagie. Il a été transporté d'urgence à l'hôpital Notre-Dame où l'on nous informe que son état est précaire.

Le service civil

Les séances de la convention de la Fédération des employés du Service Civil, s'ouvriront demain matin à 10 h. 30 dans la bâtisse portant le No 70 Avenue MacKenzie, à Ottawa. Comme nous le disions hier, la convention siègera deux jours durant.

Les villégiatures

Aux bureaux de la compagnie Richelieu & Ontario, on espère que les bâteaux faisant le service des villes d'eau pourront bientôt se rendre jusqu'à Saguenay, attendu que les glaces de la rivière sont presque toutes descendues. A l'heure qu'il est, le terminus est à Tadoussac.

Un soulèvement à Cuba

La Havane, 20.—La nuit dernière, un train spécial portant un bataillon d'infanterie et une batterie de mitrailleuses, sous le commandement du général Rivas a quitté le camp de Columbia, à destination de Santa-Clara.

Le bruit court qu'un soulèvement sérieux a éclaté dans cette province; toutefois, les autorités démentent la chose.

DECES A MONTREAL

Raoul BOLDUC, 19 a., peintre, r. Turgeon, 114 ; Jeanne, 4 m., enf. de Bénoni MAISONNEUVE, lamineur, r. Vinet, 73; James GANLEY, 48 a., lamineur, r. du Grand-Tronc, 18 ; Cyrille, 3 m., enf. d'Elie LAURIN, marchand, r. Everett, 1201; Firmin GRATTON, 70 a., rentier, r. S.-Urbain, 2443 ; Antoine AUBRY, 56 a., forgeron, r. S.-Mathieu, 25 ; Antoinette, 8 m., enf. d'Alfred GAUTHIER, menuisier, r. de Gaspé, 70 ; Martin REGAN, 63 a., tailleur, r. William, 488 ; Lucienne, 8 m., enf. d'Israël JOLICOEUR, journalier, r. Beaudry, 112 ; Emilienne, 4 j., enf. de Georges AUCLAIR, carrier, Petite-Côte ; Rosario, 9 a., enf. de Joseph AUDET-LAPOINTE, menuisier, r. S.-Hubert, 3295 ; Euphrémie Racine, 54 a., femme de Henri FRENETTE, machiniste, r. S.-Ferdinand, 166 ; Marie Bourgeois, 36 a., femme de Adrien VILLENEUVE, marchand, rue S.-André, 943 ; Mary Gaffney, 70 a., femme de Thomas McCORMICK, journalier, r. S.-Paul, 27 ; Gabrielle, 3 a., enf. d'Arthur BERTHIAUME, emballeur, r. Workman 333 ; Edward, 8 m., enf. de James HANLEY, r. Colborne, 58 ; Malvina, 1 a., enf. de Thomas PRATT, journalier, r. S.-Martin, 252 ; François-Xavier LAUZON, 36 a., barbier, r. Lafontaine, 1334 ; Georges 8 a., enf. de Georges CLERK, étudiant, r. Cherrier, 214 ; Célina Laniel, 70 a., femme de Frs. DAGENAIS, journalier, r. De Gaspé, 788.

PROVINCE DE QUEBEC.— District de Montréal.— COUR DE CIRCUIT.— No 2641.— V. Grenier, Demandeur. vs. De A. McCabe, Défenderesse.— Le 29e jour d'Avril 1910, à 10 heures de l'avant-midi, au domicile de la dite Défenderesse, au No 499 rue S.-Urbain en la Cité de Montréal, seront vendus par autorité de Justice les biens et effets de la dite défenderesse saisis en cette cause, consistant en un piano, meubles de ménage, etc.— Conditions : Argent Comptant.—J. BREUX H.C.S, —Montréal, 20 Avril 1910.

La Compagnie des Tramways et le salaire de ses employés

Pour la seconde fois depuis deux ans, la compagnie des tramways de Montréal a annoncé hier qu'elle avait accordé, de sa propre initiative, une augmentation de salaire aux conducteurs et gardes-moteur à son service.

Trois mille employés bénéficieront de cette augmentation, qui nécessitera de la part de la compagnie une dépense supplémentaire annuelle de plus de $100,000.

Les hommes ont été pris par suite et l'affichage de l'avis suivant n'a pas laissé que de les enthousiasmer:

"Avis aux conducteurs et gardes-moteur.

"Nous avons le plaisir d'annoncer que, à partir du 1er juillet 1910, le salaire des conducteurs et gardes-moteur sera porté de 18, 19 et 20 cents de l'heure, à 19, 20 et 21 cents.

"Espérant que vous continuerez à accorder à cette compagnie votre loyal appui et que vous contribuerez par votre travail à son succès,

"Nous demeurons vos tout dévoués,

"(Signé)
"W. G. ROSS,
"Directeur.
"D. McDONALD,
"Gérant.
A. GABOURY,
"Surintendant."

Conducteurs et gardes-moteur sont payés en vertu de la même échelle de salaires, et sont divisés en trois classes. Les employés d'une année et de deux ans toucheront 19 cents de l'heure; ceux qui ont de deux à cinq ans de service recevront 20 cts., et les plus anciens, le maximum: 21 cents de l'heure.

Quand un homme a fait trois ans de service avec la compagnie, celle-ci lui fournit gratis ses uniformes. Durant les trois premières années, elle n'en paie que la moitié du coût.

Disparition d'un monument historique

L'église Saint-Michel, construite par Christophe Colomb à Saint-Domingue, vient d'être démolie récemment parce que ses fondations n'étaient plus assez solides. C'était la plus vieille église d'Amérique.

Au retour de son second voyage en Espagne, en 1493, Colomb trouva détruit le fort qu'il avait érigé à Navidad. La garnison avait été massacrée. Il fit alors voile vers un petit port bien abrité, près de Monte Christi. Après y avoir débarqué son équipage fatigué, ses provisions et munitions, il y bâtit une ville qu'il appela Isabella du nom de sa royale protectrice. Il construisit une église, des magasins publics connus sous le nom de maison royale ainsi qu'une résidence pour lui-même que l'on désignait sous celui de palais du gouverneur. Toutes ces bâtisses étaient en pierres. Plusieurs résidences de particuliers étaient faites de bois, de roseaux ou d'autres matériaux qui se trouvaient dans le voisinage. Le roi Ferdinand fit cadeau d'une cloche que l'on plaça dans le clocher de l'église et l'église elle-même fut dédiée à Saint-Michel. La ville d'Isabella fut abandonnée plus tard, quand on découvrit de l'or dans l'intérieur de l'île, et toutes les bâtisses qui s'y trouvaient sont une à une tombées en ruines.

Gymnastes canadiens invités au Concours de Bruxelles

LA FEDERATION CATHOLIQUE DONNERA UNE GRANDE FETE DE GYMNASTIQUE LES 23, 24 ET 25 JUILLET PROCHAIN AUX TERRAINS DE L'EXPOSITION UNIVERSELLE.

M. le baron Félix Van de Kerchove, vice-président de la Fédération des sociétés de gymnastique catholiques de Belgique, a fait tenir une lettre d'invitation à la Société Nationale de Gymnastique de Montréal, pour le grand concours international qui doit être fait du 23 au 27 juillet prochain, sur les terrains de l'exposition universelle de Bruxelles.

L'amphithéâtre athlétique des terrains de l'exposition a été mis à la disposition de la Fédération pour ce concours.

Les sociétés canadiennes qui voudront participer à ce concours pourront envoyer leur demande d'inscription au baron van de J. Kerchove, 4 rue d'Eipiroi, Tournai, Belgique.

M. Van de J. Kerchove, représentait la Fédération belge aux tournois internationaux de gymnastique, à Rome, en septembre 1908, alors que l'équipe de la S. N. G., remporta si brillamment le premier prix international.

LE COUT DE LA VIE AUGMENTE DE 140 POUR CENT EN 12 ANS

Ottawa, 20 avril. — L'Association des marchands de bois de charpente a demandé la réduction des taux de transport par voie ferrée pour leurs marchandises. Les chemins de fer prétendent que l'augmentation du coût de la vie, du roulant, du matériel et des commodités ont nécessité l'accrue des taux de transport.

Tel est ce qui ressort des délibérations de la commission des chemins de fer.

Les grands réseaux disent que l'augmentation de leurs revenus est insignifiante au chapitre du transport des bois de charpente. Le Canadien-Nord accuse même une diminution.

Au cours de l'enquête, on a constaté que depuis douze ans le coût de la vie avait augmenté de 75 à 140 pour cent, alors que les augmentations de salaires n'étaient que de quarante pour cent au maximum.

Le prix du roulant a augmenté de cent pour cent, le transport par tonne et par mille (distance) de cent vingt-quatre pour cent, alors que l'augmentation des taux imposés aux expéditeurs n'est que de quinze pour cent au maximum.

La décision de la Commission sera donnée ces jours-ci sur la requête de l'Association des marchands de bois.

La France au calme plat à la veille des élections

LE CORRESPONDANT SPECIAL DU "COURRIER DES ETATS-UNIS" PREVOIT LA REELECTION D'UNE MAJORITE RADICALE. —LES CANDIDATURES DE MM. MILLERAND, SARRAUT ET VIVIANI.

Paris, 20.—Tous ceux qui suivent le mouvement politique avec quelque attention sont d'accord pour dire que jamais période électorale ne fut plus calme.

Il semble bien que le pays soit d'avis que cette dernière consultation nationale basée sur le scrutin d'arrondissement ne fera que précéder à brève échéance la dissolution de la chambre des députés et des élections nouvelles qui seront basées, cette fois, sur le scrutin de liste et la représentation proportionnelle.

Néanmoins, il est certain que la majorité radicale qui va revenir au palais Bourbon aussi forte que l'était celle de la chambre de 1906, fera tout son possible pour empêcher la dissolution.

Il faut prévoir, à la nouvelle chambre, une lutte très vive entre les radicaux et les républicains modérés, probablement aidés par les socialistes et les conservateurs.

Les questions de personnes qui ont surgi depuis l'ouverture de la période électorale, ne sont pas, en général,d'un bien vif intérêt.

Deux des membres du cabinet Briand, M. Millerand, ministre des travaux publics, et M. Sarraut, sous-secrétaire d'Etat à la guerre, sont menacés d'une défaite électorale.

M. Millerand, qui est député de la Seine, rencontre une vive opposition,en raison de l'affaire Duez, les électeurs parisiens se souvenant qu'il a été l'avocat de l'ex-liquidateur.

Quant à M. Sarraut, il est député de Narbonne. Or, les viticulteurs de l'Aude lui reprochent les actes de répression auxquels il a participé avec le ministère Clémenceau, lors des troubles du Midi.

On oppose à la candidature de M.Sarraut celle du docteur Ferroul, l'apôtre du socialisme paysan.

Un troisième membre du cabinet Briand, M. Viviani, ministre du commerce, aurait sûrement été battu à Paris par le candidat libéral, M. Auffray; il a évité une défaite certaine en allant poser sa candidature devant les électeurs de la Creuse.

LA CATASTROPHE DE COCCOOCACHE

Les nouvelles reçues hier par les employés de MM. McDonald et O'Brien, constructeurs de chemins de fer de cette ville, indiquent que l'accident de Coccoocache n'est pas aussi sérieux qu'on le croyait d'abord. Trois employés ont été tués et dix blessés. Les morts sont deux polonais et un italien. Deux des blessés ont les jambes broyées; quant aux autres leurs blessures, transportés à l'hôpital de la compagnie à la Tuque et on espère tous les res sont moins graves. Ils ont tous été réchappés.

On a fait rapport, hier à M. Downey gérant de MM. McDonald et O'Brien, ici, que l'accident est arrivé lundi matin à un lac près de Coccoocache. Un convoi de construction, employé à lester la voie ferrée, transportait à leur ouvrage 80 travailleurs à travers le lac dont l'extrémité est traversée par par un viaduc fait de sable et par un viaduc, fait de sable et pieds au-dessus du niveau du lac qui a peu de profondeur à cet endroit. Un éboulis se produisit au moment du passage du convoi et six wagons avec 150 pieds du viaduc furent précipités dans le lac. Cinquante employés environ furent lancés dans le lac, mais comme l'eau y était peu profonde, la plupart parvinrent à s'en tirer indemnes. Les deux polonais et l'italien furent broyées sous un wagon. Il en fut de même des blessés. On s'empressa de téléphoner à la Tuque et la compagnie dépêcha immédiatement un convoi de secours au lieu de l'accident.

Les morts et les blessés furent alors transportés à l'hôpital bâti par la compagnie au nord de la Tuque, à un endroit où la voie ferrée traverse le Saint-Maurice. Le coroner de S.-Maurice, au nord de La Tuque a été notifié de l'affaire et l'on croit qu'il tiendra son enquête aujourd'hui même.

M. Downey a appris hier soir qu'on procède actuellement à réparer la voie et que les blessés prennent du mieux.

Ottawa, 20 avril.—M. Doucet, ingénieur divisionnaire du National Transcontinental à La Tuque est d'opinion que c'est là un accident ordinaire, qui peut arriver au cours de la construction d'aucun chemin de fer. Il l'attribue aux pluies qui ont miné la chaussée sur laquelle était posée la voie ferrée.

La forte amende

Les neuf joueurs arrêtés lundi après-midi par l'inspecteur O'Keefe, au No 490 rue Sainte-Catherine Est ont été condamnés par le recorder à payer une amende de $230. Le propriétaire de l'établissement Joseph Therrien, a dû verser $50 et les frais, et chacun des joueurs, $30. Tous avaient confessé leur faute. Les tables, les cartes et les fiches ont été détruites à la demande du recorder.

LA MARINE DE GUERRE

Coteau Landing, sera dimanche prochain, le 24 avril, le théâtre d'une grande réunion populaire.

Convoqués par le Dr J. A. Lortie, M.P., MM. C. J. Doherty, Bruno Nantel, Eug. Paquêt, E. P. Blondin et autres députés libéraux-conservateurs de la Chambre des Communes, tiendront une grande assemblée, à 2 heures de l'après-midi et parleront de la question de la marine de guerre.

Tout le comté de Soulange et des électeurs des comtés voisins seront présents. Tout fait prévoir un vif succès.

Un autre avocat suspendu par le Conseil du Barreau

A la suite d'une plainte portée par un représentant du "Devoir", contre certain avocat qui harcelait les ouvriers et leur faisait payer des frais énormes pour la moindre procédure, le Conseil du Barreau a résolu, après enquête, de suspendre les privilèges de cet avocat sexagénaire pour un mois.

De plus, le Conseil du Barreau a exigé que cet entremetteur des usuriers et des créanciers inhumains enlève les enseignes qu'il avait placées dans ses fenêtres et dans les escaliers qui conduisaient à ses bureaux de la rue Notre-Dame.

Par charité pour ce vieillard, le "Devoir" ne donne pas son nom.

Les personnes qui nous ont signalé ses exagérations comprendront de qui il s'agit.

La comete et les craintes qu'elle inspire au peuple

Les dépêches venues de Rome, ce matin, disent que l'autorité locale, dans plusieurs provinces du Midi et des îles, a fait savoir au gouvernement que les populations sont affolées par la crainte des perturbations souterraines que l'apparition de la comète de Halley pourrait causer.

Pour rassurer ces pauvres gens, le gouvernement a fait afficher partout des avis officiels disant que les savants du monde entier étaient d'opinion qu'il n'y avait rien à appréhender de la part de la comète.

A Montréal, le gouvernement n'a pas été obligé d'aller jusqu'à cette extrémité, car notre aimable voisine, la "Presse", a pris les devants.

Voici ce qu'elle publiait hier dans un joli cadre fleuri, et en caractères No 8 gras :

RIEN A CRAINDRE

"Nous ne pouvons trop répéter à la population d'être sans crainte au sujet de la Comète. Ce sera un beau spectacle, et c'est tout. D'autant plus que, sa queue qui était de 60,000,000 de lieues n'est plus que de 2,000,000 de milles. Or, s'il en est ainsi, la Terre ne pourra passer dans la queue de la Comète puisque celle-ci ne s'approchera de nous qu'à 13,000,000 de milles. Il s'en manquerait de 11,000,000 de milles pour nous atteindre!

"Même dans le cas où nous passerions à travers cette gaze impondérable, nous ne nous en apercevrions pas.

"Soyons tranquilles!"

Après un tel avertissement, notre population pourra se coucher tous les soirs dans la plus grande paix, et dormir sur ses multiples oreilles, tout comme si la comète n'avait jamais existé.

On discute des souterrains devant la Commission des Chemins de Fer

Québec, 20.—La commission des intérêts privés a remis à mardi prochain l'étude des projets intéressant Montréal. Ces projets seront étudiés, pour l'ordre suivant : Montréal, Notre-Dame de Grâces, Bordeaux, Maisonneuve, Des citoyens, ville Emard Longue-Pointe, Ligne Homologuée (rue Monarch), Longue-Pointe (Deuxième Bill).

Les projets de souterrains sont venus devant la commission des chemins de fer ce matin.

Dès le début M. Robillard propose au bill du "Montreal Street" un amendement se lisant comme suit.

"La dite compagnie n'exercera, dans la cité de Montréal, aucun des privilèges ou franchises mentionnés dans la présente loi, sans le consentement préalable de la dite cité.

"Ce consentement devra être donné par règlement, en la manière édictée par la charte de la dite cité, et contiendra toutes les conditions que la cité jugera à propos d'y insérer pour la protection de ses intérêts.

"Les articles 5917, 5918 et 5919 des statuts refondus de Québec, 1909, ne s'appliqueront pas à ce règlement".

Ces dernières lignes signifient que le consentement donné par la ville pour une franchise de plus de dix ans n'aurait pas besoin d'être ratifié par un referendum.

Mtre Ethier s'oppose à cette dernière partie. Le referendum est une garantie et les représentants de Montréal n'ont pas reçu mission de la supprimer.

M. Gouin émet l'avis que les termes "ce consentement devra être donné par règlement", signifient que la ville ne pourra refuser son consentement. Mtre Ethier soutient l'opinion contraire.

Mais on adopte quand même cette rédaction-ci "si ce consentement est donné il le sera par règlement".

L'amendement Robillard est ensuite adopté à l'unanimité.

M. Lapointe veut qu'il soit bien entendu que les représentants de Montréal ont fait leur possible pour faire adopter la proposition du conseil.

On reprend lecture du bill de la "Montreal Street".

La compagnie devra commencer dans quatre ans, au lieu de deux, la construction de son réseau souterrain et dépenser $2,000,000, à défaut des quelles conditions ses pouvoirs resteront nuls.

Le bill est adopté puis on passe au "Montreal Underground".

M. Rinfret, avocat du "Montreal Street" expose que les chemins de fer élevés étant interdits dans la ville, la question des souterrains suffit à attirer notre attention. Pour lui, il est absurde de donner à deux compagnies le pouvoir de construire de tels réseaux, surtout quand l'une de ces compagnies (l'Underground) ne dispose d'aucun capital et n'a pour ainsi dire d'autre actif que la charte que la législature pourrait lui conférer. N'est-il pas à craindre que cette compagnie n'accepte de Montréal une franchise moins généreuse que ne le ferait une compagnie solide comme la "Montreal Street", quitte ensuite à n'en pas remplir les conditions.

M. Geoffrion défend l'Underground menacé. Il a déjà essayé de faire rejeter le bill du "Montreal Street", voyant que ce bill est adopté, il veut au moins assurer à sa Compagnie un bienfait égal; si Montréal ne traite qu'avec la "Street Railway", elle devra tout simplement subir ses conditions. Il en sera autrement si le Conseil municipal peut choisir entre deux entreprises. M. Geoffrion est sûr que ses clients sauront convaincre les autorités municipales de ce qu'ils sont des financiers sérieux.

MM. Plante et Prévost expriment l'avis que la prétendue concurrence n'aboutira qu'à la fusion des compagnies rivales et finalement c'est Montréal qui paiera.

M. Geoffrion proteste que sa Compagnie n'a pas l'intention de s'amalgamer.

M. Rinfret revient à la charge. Il insiste sur le fait que "l'Underground" ne pourra souscrire de capital qu'après avoir obtenu sa franchise de la ville. C'est ce qui découle de déclarations déjà faites, prétend-il, par M. Geoffrion devant la commission des intérêts privés.

M. Finnie insiste sur l'impopularité du "Montreal Street" dans la métropole, et croit que le sentiment public s'oppose à l'extension de ses pouvoirs.

M. Séguin, (Ste-Marie) répond que la Cie des Tramways rend un grand service à la population montréalaise, et que les privilèges qu'elle demande lui donneront l'occasion d'améliorer son service.

M. Ross, gérant du "Montreal Street" invoque le témoignage du Board of Trade en faveur d'une seule compagnie.

M. Lavergne: C'est à la Ville de désigner cette Compagnie.

M. Gouin dit que tout le monde s'accorde sur l'opportunité d'un seul souterrain, mais selon lui, la Commission ne saurait désigner elle-même l'entreprise qui doit donner ce service, et les arguments qu'on veut tirer des fusions qui se sont opérées dans le passé ne lui paraissent pas valables.

Somme tout la commission ne fait qu'enregistrer des entreprises, sans se prononcer sur leur mérite relativement à d'autres.

M. Prevost rétablit une destination entre l'incorporation par statut et une autre par la loi générale. Il est d'avis que la commission doit choisir entre les compagnies qui lui demandent l'incorporation puisqu'elle doit protéger le public.

Or, qui dit que cette compagnie de l'Underground est sérieuse, plus sérieuse que maintes autres qui se sont fusionnées.

M. Casgrain, avocat de l'Underground, offre d'insérer une clause interdisant la fusion. M. Prévost répond que ces clauses ne sont jamais que des trompe l'oeil.

M. Lavergne partage l'avis du premier ministre, il croit qu'une clause interdisant la fusion serait efficace. M. Prévost voit que l'intention de la compagnie transparaît dans la clause 16 par laquelle l'Underground se faisait donner l'autorisation de se fusionner avec d'autres entreprises. On a offert de retrancher cette clause, mais l'intention subsiste tout de même.

A la demande de M. Morin, avocat de Montréal, le mot "élevé" est retranché du préambule.

Ce préambule est ensuite adopté par un vote de 17 contre 9, MM. Prévost, Plante et Patenaude votant non.

Le reste du bill a été ensuite adopté, après qu'on y eût inséré la clause Robillard relative à l'autonomie des municipalités.

Le commandant du "Niobe"

Victoria, C.-A., 20— On apprend que le capitaine William-B. MacDonald, fils du sénateur W.-J. MacDonald, de cette ville aura le commandement du "Niobe", le croiseur cuirassé dont le Canada vient de faire l'acquisition. Le "Niobé" aura sa station navale à Halifax et sera le premier navire de la marine de guerre du Canada qu'on est à organiser. Il est présentement à subir des réparations dans un chantier maritime en Angleterre et on croit qu'il arrivera à Halifax le 10 juillet.

M. MacDonald est, depuis février 1907, capitaine de pavillon du "Victory", stationné à Portsmouth. Il a eu aussi le commandement du "Fire Queen". Il a commencé son service dans les eaux canadiennes comme aspirant de marine à bord du "Royal Arthur", alors que celui-ci était le vaisseau amiral de l'escadre anglaise stationnée d'Esquimalt. Il fut promu lieutenant de vaisseau à Esquimalt, d'où il se rendit en Angleterre, quand l'escadre y fut ramenée.

Il s'est distingué dans la marine royale et fut décoré par l'empereur Guillaume, lors du récent voyage que celui-ci a fait en Angleterre.

Mort d'un journaliste

M. David-John Campbell, journaliste, attaché à la rédaction du "Montreal Herald" est décédé hier soir à l'hôpital Homéopathique, des suites d'une pleuro-pneumonie.

Le défunt, qui était âgé de 34 ans, est né, à Eganville, où son père, M. James Campbell, occupe la position de secrétaire-trésorier de la municipalité.

David J. Campbell étudia à l'université Queen, de 1900 à 1903, alors qu'il vint au "Herald". Un an plus tard, il entra au "Ottawa Journal", puis il passa au "Toronto News", pour revenir enfin au "Herald". Six frères et une soeur lui survivent.

Ses funérailles auront lieu à Eganville, jeudi après-midi.

Vétéran de la guerre de Crimée

William Reagan, un vétéran de la "Light Brigade" de Balaclava, est mort ce matin à son domicile, 77 rue William, à l'âge de 72 ans.

NOTES DE L'HOTEL DE VILLE

PAS DE SEANCE AU CONSEIL.

Le maire a déclaré qu'en l'absence d'un grand nombre d'échevins, le Conseil municipal ne se réunirait pas cette semaine. La prochaine séance sera convoquée pour le lundi 25.

INVITATION AU MAIRE.

Le maire a reçu ce matin une invitation de la Chambre de Commerce de Rochester, N.-Y., d'assister à la seconde conférence Nationale pour l'amélioration des villes, qui aura lieu à Rochester du 2 au 4 mai prochain.

LE NETTOYAGE.

Après l'époque des déménagements, nous disait ce matin, M. Chênevert, surintendant de l'Incinération, la ville fera nettoyer toutes les cours et ruelles et des actions seront prises contre ceux qui ne se conformeront pas aux prescriptions des règlements municipaux, ordonnant que les boîtes à détritus soient déposées dans les hangars jusqu'au jour où elles sont recueillies.

JOLI CADEAU.

La Chambre de Commerce du district de Montréal a fait cadeau à la Bibliothèque municipale d'une collection complète, joliment reliée, des rapports annuels et des bulletins mensuels de la Chambre, depuis 1887 jusqu'à date.

Cette collection est très intéressante, car elle constitue une statistique du commerce canadien depuis cette époque jusqu'à 1910.

ENQUETE TERMINEE.

Les commissaires ont terminé ce matin leur enquête administrative sur le personnel des services des finances, du Trésor municipal et du contrôleur des finances.

Peu de changements ont été faits. Trois fonctionnaires ont eu leur traitement réduit de $50 et le $150 ainsi prélevé a été reparti comme ci-dessous: M. C. Arnoldi, assistant-trésorier, augmentation de $100, ce qui porte ses émoluments de $3,500 à $3,600, et M. P. Ricard, commis dans les bureaux du contrôleur, augmentation de $50, soit $900 au lieu de $850.

TRAVAUX PERMANENTS.

M. Janin, surintendant de l'aqueduc, a transmis hier après-midi au Comité exécutif, un rapport au sujet des réparations à effectuer aux travaux permanents.

M. Janin dit qu'on devrait faire exécuter ces travaux par la voirie, car il est impossible, sans perdre un temps considérable, de demander des soumissions, les réparations étant trop nombreuses et trop variées. La Voirie a d'ailleurs tout l'outillage nécessaire.

Les Commissaires se déclarent, en principe, favorables à cette demande, et en réfèrent à l'ingénieur municipal.

SALOMON TAYLOR.

Salomon Taylor a refusé de livrer aux inspecteurs du Bureau municipal des aliments des veaux morts, qui avaient été confisqués, sous prétexte qu'ils étaient encore dans leur peau, et que la peau lui appartenait. La cause sera probablement portée devant le tribunal.

LE LAVAGE DES BIDONS.

L'Association des expéditeurs de lait a porté plainte au Bureau municipal des aliments parce que certains marchands ne lavent pas les bidons avant de les lui renvoyer, ce qui en rend le nettoyage difficile.

Le Dr McCarrey, chef du Bureau, qui a poussé énergiquement la campagne pour la pureté de l'aliment, a décidé de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer une plus grande propreté dans l'approvisionnement du lait.

LA CONSTRUCTION A MONTREAL.

La construction bat son plein à Montréal, et les nouveaux édifices sortent de terre avec une abondance dont on n'avait jamais vu le précédent. La moyenne des permis de construction délivrés chaque jour à l'Hôtel-de-Ville, est d'environ 30, et le chiffre total de cette année dépasse de 350 le nombre de permis délivrés l'an dernier à pareille époque. Depuis le commencement de ce mois, 339 permis ont été délivrés, portant une valeur de $745,005 dont $718,340 pour de nouveaux édifices et $26,665 pour des réparations. Depuis une semaine (du 13 avril à aujourd'hui), nous avons compté, ce matin, 119 permis.

Jusqu'au 1er avril, on a accordé à l'Hôtel-de-Ville, l'autorisation de construire 164 édifices, contenant 372 logements et depuis le 1er jusqu'à date, 194 édifices contenant 542 logements, soit un total de 358 édifices et de 914 nouveaux logements.

LE SOUS-CHEF DUBOIS.

Le sous-chef Dubois était ce matin à l'Hôtel-de-Ville. Il a déclaré, au cours de la conversation, qu'il se sentait encore assez jeune pour continuer son service, et qu'il ne voulait pas démissionner.

"Le chef m'a demandé hier de donner ma démission, dit-il. Il veut remplacer par des jeunes tous les anciens pompiers; mais je lui ai dit que je ne me retirerais que sur l'ordre des commissaires. Si j'ai fait déjà un assez long service pour justifier ma mise à la retraite, je me sens encore assez jeune et assez vigoureux pour continuer mon service"... Et il montait fort allègrement l'escalier.

Le chef Tremblay doit faire un rapport au Comité exécutif au sujet des sous-chef Dubois et Marin. Comme leurs noms figuraient à la Commission Royale, la Commission des incendies les avait suspendus de leurs fonctions, et ce n'est que sur l'ordre du chef qu'elle les a rétablis. Quand le rapport de M. Tremblay sera mis à l'étude par les commissaires, les deux sous-chefs, qui protestent de leur innocence, auront l'occasion de se disculper devant le Comité.

NOUVEAU CANAL D'EGOUT.

M. Janin, dans un rapport au Comité exécutif annonce que la Voirie projette la construction d'un canal d'égout de 400 pieds, entre les rues Milton et Prince Arthur, au coût de $1,200. La question sera mise à l'étude.

La Montreal Water & Power Co. donne avis qu'elle posera des conduites d'eau dans le quartier S.-Denis, rue Fleurimont, si la Ville lui garantit un circuit de 400 pieds à raison de 10 cent du pied par an; et 220 pieds de nouvelles conduites, aux mêmes conditions, dans les rues Bélanger et S.-Zotique.

Les Commissaires en ont référé au surintendant de l'aqueduc.

M. Lefèvre, greffier du recorder, se plaint de l'absence de M. le Myre, sténographe, dont les commissaires ont retenu les services. Ceux-ci ont promis d'arranger les choses au mieux.

Séance du matin aux Communes

Ottawa, 20.—A la chambre des communes ce matin, M. Graham, ministre des chemins de fer dit que, prochainement, le gouvernement augmentera le nombre des commissaires de l'Intercolonial, et qu'il choisira le commissaire additionnel dans la province de Québec, que traverse l'Intercolonial en grande partie. Ce devra probablement être un Canadien-Français quoique M. Graham ne l'ait pas dit. La rumeur veut que ce choix soit fait entre MM. Hébert, Lalonde, Hone, Dubé et Brassard. Certains désignent aussi M. Bureau, solliciteur-général.

BOURSE DE MONTREAL

MM. L. G. Beaubien & Cie, courtiers, 104 rue S.-François-Xavier, nous fournissent le rapport suivant à 12.30 hrs. p.m.

STOCKS	Vend	Ach.	STOCKS	Vend	Ach.
Am. As'tos	27½	25	Laur.Ppr..	137	135
" pfd.	95	......	" pfd.	......	......
Bell Tél.Co	146	......	Mack. Cm.	90	89½
B.C.Pk. As	......	......	" pfd.	77	......
" B.pfd	......	......	Mex.L.&P.	78½	77½
B.Lake As.	26	25½	" pfd.	......	......
" pfd.	66	65½	M.& S.-P..	138½	138¼
B.Co F.N..	......	......	" pfd.	......	......
" pfd.	......	......	M.L.H.&P.	137½	137
Can.Car...	......	......	Mt.Cotton.	......	......
" pfd.	100	100¼	Mt.L.& M.	......	......
Can. Cem.	24	23¾	Mt.St. Ry..	247½	247¼
" pfd.	90	89¾	Mt.St'l.Wk	......	......
Ca. Conver	45½	45	" pfd.	......	......
Can.C.Rub	......	......	Mt.T'gh.C.	150	145
" pfd.	......	......	Nipissing..	......	......
Can.G.El..	......	......	Nor.Ohio..	......	......
Can.Pac...	183	182½	North Star	......	......
" pfd.	......	......	N.S.S.&Cl..	82	81
Crown Res	3.28	3.24	" pfd.	......	......
Dét.El Ry.	61½	61	Ogil.M.Co.	......	......
Dom.C.Co.	70½	69½	" pfd.	......	......
" pfd.	......	......	Ott.L.& P..	......	......
D.I.& S.Co	69¾	69½	Ptn.Mfg.C.	80	69¾
" pfd.	106½	106	Pen's Ltd..	63	62½
Dom.Park.	60	52	" pfd.	......	......
Dom.T C..	74½	74½	Porto Rico	43	42
" pfd.	104	102½	Québec Ry	42½	42¾
D.S.S.& A.	......	......	R.& O.N.C.	86½	85½
" pfd.	......	......	Rio Jan.L..	95½	94½
Dul.Sup....	73	72	Sao Paulo.	......	......
H. Elec.Ry	124	......	Sh.W.& P..	......	......
Hav. Elec.	......	......	S.-John Ry	......	......
" pfd.	......	......	Toledo Ry.	......	......
Ill.Trac.pd	90¼	90½	Tor. Ry...	123½	123
In.C.Com..	......	......	Tri.City pf	......	......
" pfd.	......	......	Twin City.	114½	......
Int. C.& C.	......	......	W.India...	......	......
L.of Wd.C.	139½	138¾	Winn. Ry.	......	177½
" pfd.	127	......	Wind Ht'l.	......	......

VENTES DE LA MATINEE

Porto-Rico, 10 à 43 1-2.
Twin City.—60 à 114.
Duluth Sup.—60 à 72.
Power.—10 à 137 1-2; 45 à 137.
Street Ry.—80 à 247.
Nor. Ohio.—1 à 37.
Quebec Ry.—250 à 42 1-2 ; 50 à 42 3-8; 125 à 42 1-2; 225 à 42 5-8; 25 à 42 3-4; 475 à 42 1-2; 18 à 42 1-4; 190 à 42 3-8.
Pacific.—50 à 183.
New Pacific.—2 à 177.
Illinois Pr.—1 à 90; 50 à 90 1-2.
Cement Pfd.—1 à 90; 84 à 90 1-4; 50 à 90 1-2; 44 à 90 1-2; 25 à 90; 20 à 90 1-4; 100 à 90.
Penman's.—25 à 62 7-8; 100 à 62 3-4.
Black Lake.—25 à 25 7-8.
Can. Car Pfd.—143 à 100.
Int. Coal & C.—4000 à 70.
Iron Com.—430 à 69 3-4; 775 à 70; 650 à 70 1-4; 110 à 69 3-4; 50 à 69 7-8; 350 à 70; 10 à 69 3-4; 50 à 69 7-8; 960 à 70; 50 à 70 1-8; 335 à 70; 20 à 69 3-4; 25 à 69 7-8; 6 à 69 1-2; 110 à 69 3-4; 60 à 69 1-2; 2 à 70; 50 à 69 1-4; 350 à 69 1-2; 175 à 69 5-8; 235 à 69 3-4; 10 à 69 7-8.
Black Lake Asbestos Pfd.—1-2 à 65 ; 55 à 65.
Textile Com.—50 à 74 1-4; 50 à 74 1-2; 25 à 74 1-4.
Crown Res.—100 à 3.27; 100 à 3.25 ; 100 à 3.26; 110 à 3.25; 500 à 3.24; 109 à 3.25.
Dom. Coal.—25 à 70.
Rubber Pfd.—8 à 105.
Iron Pfd.—115 à 106 1-2; 35 à 107 ; 25 à 106 1-2.
Cement.—1-4 à 25; 8 à 24 1-4; 35 à 24 1-8; 215 à 24.
Woods Pfd.—11 à 126.
C. C. Cotton.—25 à 64.
1-2, 500, 500, 500, 500 à 1 3-4.
Mer. Bank.—12 à 177.
Bk. Mont.—4 à 251.
E. T. Bank.—7 à 160.
Dom. Cot. Bds.—$1000 à 103 1-2.
Rubber Bds.—$1000 à 99 1-2.
Coal Bonds.—$1000 à 97.

BOURSE DE NEW-YORK

MM. BRUNEAU & DUPUIS, courtiers, 4 rue de l'Hôpital, nous fournissent le rapport suivant:

VALEURS.	Ouv.	12.30	VALEURS.	Ouv.	12.30
Am. Bt Sg.	39	39	K.C. Sov...	......	......
Amal.C. xd	76¼	75	Kan.& T.C	43½	43½
Am.A.L.c.	......	......	Lou. & N..	150	150
" prf.	......	......	Miss. Pac..	......	......
A.Sg.R.Co	124¾	124¾	M.S.P.& S.	139½	139
A.S.&R.Co	84⅛	82¾	" prf.	......	......
Am.Car.F.	64⅛	64⅜	N.Y.C.& H	123½	123
Am.S.F.Co	......	......	Erie R.I.p.	30½	30
Am. Wooll.	......	......	" "II.p.	......	......
Ana.Mn.C.	46¼	45¼	N.Y.O.& W	45	45
Ah.T.&S.F	114⅛	113¼	North.Pac.	135¾	134¾
Bethleha.S	31	31	N.& W.cm	......	......
Balt.&Ohi.	111	111	Pac. Mail..	29	29
" prf.	......	......	Penn. R.R.	136⅜	136
B.R.T......	80¾	80⅜	P'd.R.com.	......	......
Cen. Leath	45⅛	44	P.Gas......	111	111
C.I.P......	......	......	Phila.& R.	166⅜	165⅜
Can.Pac...	......	......	Rock Isld..	48	47½
Ch.Gt.W...	......	......	Ry. S.S....	......	......
Ches.&Ohi	88½	87⅜	R.I &S.cm.	37	37
C.&Al.Cm.	......	......	R.I & S.prf	......	......
C.& N.W..	154½	153½	S.Ry.,com.	27¾	27½
C.M.& S.-P	143½	142¾	" prf.	64¾	64¾
C.S........	60¼	60¼	Sou. Pac...	127¼	127
C.G.N.Y...	143	143	Sloss S....	77	77
Cof.F.& I..	40¼	40	Texas Pac.	32½	32½
C.P........	......	......	Toledo R..	......	......
" prf.	......	......	Twin City.	......	......
D.L.& W..	......	......	U.S.S. com	86	84½
Del.& Hud	......	......	" prf.	121	120½
D. & R.G..	43⅜	42¾	U.S.R. com	......	......
" prf.	......	......	" prf.	......	......
D.Sec......	30⅜	30⅜	Un. P.com.	186⅜	186
D.S.S.& At	......	......	" prf.	98	98
" prf.	......	......	Wabash...	22½	22½
G.N.R.prf..	138¾	137½	" prf.	47½	46¾
Gen. Elec..	151	151	W.Un. Tel.	......	......
I.C. Com...	......	......	Wis. C cm.	......	......
Interboro..	23⅜	23⅛	......	......	......
" prf.	60⅛	59	......	......	......
Ill.Cen ..	141	151	......	......	......
Inter.P.....	47	46½	......	......	......

LE CURB A NEW-YORK

Bailey, 10 à 14; Buffalo, 2 1-4 à 3-4; Butte, 22 à 1-2; British, 6 à 1-4; Boston, 19 1-2 à 20 3-4; Central, 11 1-2 à 12; Ely, 7 à 9; Davis, 2 à 1-4; Dominion, 2 à 5; Ely Cent., 1 à 1-16, Ely Cons., 9-16 à 11-16; Foster, 20 à 28 ; Creek, 4 à 8; National, 2 3-4 à 7-8; Daisy, 7 à 8 ; Gold. Cons., 8 à 1-16 ; Giroux, 8 1-4 à 3-8; Greene, 9 1-4 à 1-2; Kerr, 8 13-16 à 15-16; Edward, 1-4 à 3-8; Rose, 3 11-16 à 3-4; McKinley, 91 à 95; Miami, 23 5-8 à 7-8; Nipissing, 9 7-8 à 10; Nevada, 21 à 1-4; Nu. 1 5-16 à 11-16; Ohio, 3 7-17 à 9-16; Rawhide, 38 à 1-2; Ray Cent., 3 1-16 à 1-8; Ray Cons., 19 1-4 à 5-8; Leaf, 8 à 10; Oil 635 à 645; Southern Iron, 18 à 20; Trethewey, 1 1-4 à 3-4; United, 6 1-4 à 7; Yukon, 4 3-8 à 1-2; Inspiration, 7 5-8 à 3-4.

LA BOURSE DES MINES

Les dernières cotations fournies au "Devoir" par Fisher et Des Rosiers, courtiers, 91 rue Saint-François-Xavier:

NOM.	Valeurs.	Offre.	Demande.
Alumni	$1.00	......	......
Beaver	1.00	34	35
Black Mines Con	1.00	7	7½
British-American	1.00	2½	2¾
Chambers-Ferland	1.00	32½	33¼
Cobalt Central	1.00	10	13
Cobalt Lake	1.00	27½	27¾
Cobalt Twins	1.00	......	......
Coniagas	5.00	5.00	5.60
City of Cobalt	1.00	......	......
Crow Reserve	1.00	3.20	3.27
Dr. Reddick Com	1.00	1	2
Dr. Reddick Pfd	1.00	......	......
Everett Lake	1.00	......	......
Farah	1.00	......	......
Floyd	1.00	3	2½
Foster	1.00	15	20
Gifford	.25	7½	8
Goodwin L. Mines	.25	......	......
Gowganda King	1.00	......	......
Green Meehan	1.00	3½	8
Hyland	1.00	......	......
Kerr Lake	5.00	8.80	9.00
La Rose	5.00	3.68	3.75
Little Nipissing	1.00	24	24½
McKin.-Dar.-Sav	1.00	92	96
Mont. Red. Smel	5.00	......	......
" " " Pfd	5.00	......	......
Nancy Helen	1.00	7	8
Nipissing	5.00	9.90	10.00
Nova Scotia	1.00	36	37
Ophir	1.00	45	65
Otisse	1.00	5	5½
Otisse Currie	1.00	......	......
Peterson Lake	1.00	23½	23¾
Rochester	1.00	17	17½
Ross Ballard	1.00	11½	12
Silver Alliance	1.00	......	......
Silver Bar	1.00	6½	7½
Silver Leaf	1.00	7½	8
Silver Queen	1.00	10	14
Temiskaming	1.00	68½	68¾
Treththeway	1.00	1.36	1.38
Union Pfc. Cobalt	1.00	2½	3½

VENTES DE L'AVANT-MIDI

La Rose, 100, 100, 100, 100, 100, 100 à 3.72; 50 à 3.73.
Crown Res.—50 à 3.30.
Sil. Leaf.—1000 à 8.
U. P.— 500, 500, 500, 500 à 3.
B. A.—1000, 1000, 1000, 1000, 1000 à 2 3-4.
Kerr Lake.—10 à 8.90.
Everett Lake.—500 à 1 1-4, 500 à 1 1-2, 500, 500, 500, 500 à 1 3-8.
Yukon Basin Gold.—1000 à 2.

HORS LISTE

La Rose.—200 à 3.65; 150 à 3.70; 50 à 3.72; 200 à 3.70.
Carriage Factory pfd.—36 à 89 1-2.
Carriage Factory com.—68 à 30 1-2.
Hill Crist.—7 à 25; 3 à 25.
Canadian Power.—75 à 35.